



FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT



GROUPE DES ETATS ACP

# Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles

PLAN DE TRAVAIL CONSOLIDE  
POUR DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR COTON  
DANS L'ENSEMBLE DES REGIONS ACP

Mars 2009





## Table des matières

	Page
Résumé .....	3
1. PARTIE I – LISTE DES INTERVENTIONS .....	5
2. PARTIE II – PLANS DE TRAVAIL PAR REGION	
2.1. Région de l'Afrique centrale .....	9
2.2. Région de l'Afrique de l'ouest .....	11
2.3. Région de l'Afrique de l'est et australe .....	21

## RESUME

La matrice ci-incluse est le fruit d'un processus intensif et répété de concertation, d'une part entre les Organisations internationales et l'Unité de coordination et d'autre part, entre les Organisations internationales et les bénéficiaires directs. Les plans de travail des Organisations internationales se fondent également sur des consultations consécutives à l'Atelier régional de consultation, qui ont été entreprises pour valider et regrouper les propositions de soutien définies à Douala.

En analysant les interventions proposées par les Organisations internationales, l'Unité de coordination a prêté tout particulièrement attention aux complémentarités et aux synergies des partenaires du Programme, et à la cohérence de l'ensemble des actions. L'Unité a également vérifié que les interventions proposées concordaient avec les besoins et les priorités identifiés lors de l'Atelier Afrique centrale, et plus généralement, elle a tenté de répondre aux questions suivantes :

- (i) Les propositions spécifiques d'intervention tiennent-elles compte des conclusions et des recommandations de l'Atelier de lancement Afrique centrale ?
- (ii) Les interventions proposées s'inscrivent-elles dans le mandat de chacune des Organisations Internationales, tel que décrit dans son Accord de contribution conclu avec l'UE ?
- (iii) Les interventions proposées contribuent-elles à atteindre le Résultat 4 du Programme, c'est-à-dire à exploiter les complémentarités et les synergies des partenaires du Programme ?
- (iv) Les activités courantes connexes et le mandat des autres partenaires du développement sont-ils pris en compte ?
- (v) Est-il possible de regrouper les différentes propositions dans un ensemble d'interventions cohérentes et complémentaires, qui se concentreraient sur les questions prioritaires de la région et sur les **pays dits prioritaires** (cf. Doc 3 Rev2, « Guidelines on Selection Criteria », du Comité directeur du Programme) sélectionnés durant l'Atelier de lancement ?

### **Problèmes traités**

Les interventions proposées traitent essentiellement des problèmes suivants :

*Dans la région de l'Afrique centrale :*

- Support à la CEMAC pour la consolidation d'une stratégie régionale pour le coton
- Renforcement des capacités commerciales dans le secteur cotonnier, et de la coopération sud-sud
- Amélioration des systèmes de production

*Dans la région de l'Afrique de l'ouest:*

- Standardisation commerciale de l'instrumentation des tests de qualité (en lien avec l'Afrique de l'est)
- Support au UEMOA avec la consolidation d'une stratégie régionale pour le secteur coton et de l'agenda textile, en coopération avec l'APROCA et l'ACA ;
- Renforcement des capacités commerciales dans le secteur cotonnier, et de la coopération sud-sud
- Développement de modèles entrepreneuriaux pour les acteurs en amont de la filière
- Renforcement des capacités locales en matière de bonnes pratiques agricoles (BPA), gestion intégrée des nuisibles (GIN) pour des systèmes d'exploitation mixtes
- Recherche de marchés et dialogue politique
- Gestion des risques (y compris formation professionnelle et éducation)

*Pour l'Afrique de l'est et austral ::*

- Standardisation commerciale de l'instrumentation des tests de qualité (en lien avec l'Afrique de l'ouest)
- Support au COMESA, ACTIF, SADC et la Tanzanie pour la définition d'une stratégie au niveau régional et pour la mise en œuvre de plans d'action relatifs au secteur coton et à l'agenda textile
- Révision des stratégies existantes au niveau national, et développement de marchés et produits
- Renforcement des capacités commerciales dans le secteur cotonnier, et de la coopération sud-sud

- Renforcement des liens commerciaux entre les producteurs de coton bio et l'industrie de la mode
- Recherche de marchés et dialogue politique
- Gestion des risques (y compris formation professionnelle et éducation)

Selon l'Unité de coordination, les interventions proposées, qui sont présentées dans la matrice et détaillées dans les plans de travail, tiennent compte des priorités définies lors des consultations régionales et s'inscrivent dans le mandat de chacune des organisations.

### Opportunités de collaboration et de synergie

Comme le montrent la matrice et la liste des interventions, les propositions offrent des opportunités concrètes de collaboration et de synergie entre les partenaires du Programme.

### Nature de l'assistance

Toutes les interventions seront mises en œuvre sous la forme d'une assistance technique, d'études et de conseil, d'ateliers de formation, et de missions de consultation. De plus, dans le cadre de son support à l'instrumentation des tests de qualité pour la filière cotonnière, le CFC fournit également un support sous forme d'équipements.

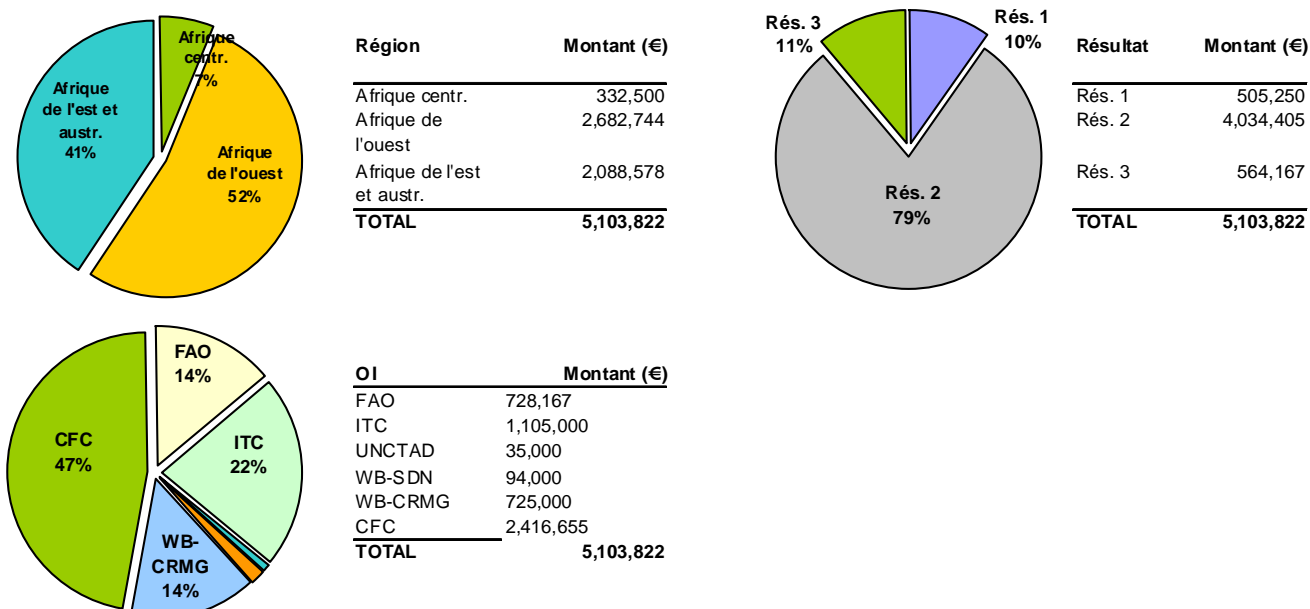
### Préparation des plans de travail

Les organisations régionales telles que l'UEMOA, la CEMAC, l'ECOWAS, la SADC, les associations cotonnières comme l'ACA, l'ACTIF, de même que des représentants du COS Coton ont été impliquées dans ce processus, et joueront également un rôle clé dans la mise en œuvre des activités proposées, comme le montrent les plans de travail respectifs.

### Estimation des ressources

Un montant total estimé de 5,1 millions d'euros sera nécessaire pour mener à bien les interventions proposées. Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation par organisation, par région et par résultat. Lorsque des activités concernent plusieurs cultures en association et/ou complémentarité avec le coton, le budget a été calculé au prorata du nombre de secteurs impliqués.

Il ressort des tableaux ci-dessous que les actions financées par le CFC représentent pour presque la moitié du montant total alloué au secteur cotonnier sous la première tranche, en ce inclus les activités à démarrage rapide. Si l'on ajoutait à cela les fonds propres apportés par le CFC, la part prise par le CFC augmenterait jusqu'à 70% du montant total. Etant donné que ce projet couvre deux régions, à savoir l'Afrique de l'ouest et l'Afrique de l'est, le budget relatif à ce projet a été réparti au prorata, ce qui explique d'ailleurs la relative faible proportion dévolue à l'Afrique centrale.





# **PARTIE I**

## **LISTE D'INTERVENTIONS POTENTIELLES DANS LE SECTEUR DU COTON**



OI	N°	Titre de l'action	Résultat	Pays	Secteur	Collab.	Org. Rég.	Montant (€)
<b>A. AFRIQUE CENTRALE</b>								<b>332,500</b>
FAO	A.7	Évaluation des risques et du facteur financier dans les circuits d'approvisionnement	3	Régional	Coton	CNUCED		27,500
CCI	B.1	Diagnostic de la performance de la chaîne de valeur, dév. Sectoriel et de stratégie	1.1 -> 1.4	Région CEMAC	Coton			155,000
CCI	B.3	Mise en œuvre d'activités spécifiques prioritaires en lien avec l'agenda textile-coton	2.4	Région CEMAC	Coton	FAO, CNUCED, CFC	UEMOA, CEMAC	150,000
<b>B. AFRIQUE DE L'OUEST</b>								<b>1,474,417</b>
FAO	Q-A1	Projet pilote pour la diversification et l'amélioration de la production dans les systèmes de production cotonniers	2.3	Burkina Faso	Coton			264,000
FAO	A.1	Appui au processus d'évaluation de la filière et de formulation de stratégie du CCI	1.1->1.3	Régional	Coton	CCI		20,000
FAO	A.4	Appui à l'élaboration de modèles d'entreprise intégrés pour les acteurs situés en amont de la chaîne	2.4	Mali	Coton & autres cultures			3,750
FAO	A.5	Mise en œuvre des activités identifiées sous A.4 ci-dessus	2.4	Mali	Coton & autres cultures			35,000
FAO	A.6	Support aux BPA et GIN pour les systèmes d'exploitation mixtes	2.3	Bénin, Burkina Faso,	Coton, céréales			207,500
FAO	A.8	Evaluation des risques liés à la chaîne de valeur et au financement	3	Mali	Coton, tubercules, sorgho			6,667
CCI	B.1	Diagnostic de la performance de la chaîne de valeur, dév. Sectoriel et de stratégie	1.1 -> 1.4	Région UEMOA	Coton		UEMOA, CEMAC	100,000
CCI	B.3	Mise en œuvre des stratégies identifiées ci-dessus	2.4	Région UEMOA	Coton	FAO, CNUCED, CFC	UEMOA, CEMAC	400,000
CNUCED	C.1	Appui aux stratégies et aux activités transversales	1.1->1.3	Région UEMOA	Coton	CCI		14,000
BM-SDN	D.3	Appui à l' UEMOA et aux parties prenantes du secteur cotonnier à la mise en valeur, la finalisation et la mise en œuvre de la stratégie régionale pour le coton	1.1->1.4	Régional	Coton	CFC	UEMOA	36,000
CRMG	E.4	Gestion des risques liés au prix pour les produits de base	3	Multi-pays	Princip. coton	CFC, FAO		125,000
CRMG	E.5	Etude de marché et dialogue politique pour le coton	3	Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire	Coton		UEMOA, ECOWAS, SADC	200,000
CRMG	E.6	Formation et enseignement sur la gestion des risques agricoles	3	Régional		CNUCED, FAO		62,500



OI	N°	Titre de l'action	Résultat	Pays	Secteur	Collab.	Org. Rég.	Montant (€)
<b>C. AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE</b>								<b>880,250</b>
FAO	A.1	Appui au processus d'évaluation de la filière et de formulation de stratégie du CCI	1.1->1.3	Régional	Coton	CCI	-	21,250
FAO	A.6	Mise en œuvre des activités identifiées sous les modèles d'entreprise intégrés	2.2 to 2.5		Coton, maïs, horticulture, arboriculture	-	-	51,250
FAO	A.10	Activités de soutien au titre de l'étude de faisabilité faite en vue de revitaliser l'industrie cotonnière au Kenya	2.4	Kenya	Coton		CODA	20,000
FAO	A.12	Facilitation des relations commerciales entre les producteurs de coton bio et l'industrie de la mode	2.2	Régional	Coton	CCI, CNUCED, HELE		60,000
FAO	A.13	Examen des systèmes semenciers pour les systèmes de production du coton et du manioc	2.5	Régional	coton, céréales, manioc, F&L	CCI, CFC		6,250
FAO	A.16	Evaluation des risques et du financement liés à la chaîne d'approvisionnement	3	Malawi;Zambie; Madagascar;Kenya &Tanzanie	Manioc;café;F&L; coton			5,000
CCI	B.1	Diagnostic de la chaîne de valeur, développement de stratégie, etc.	1.1->1.4	Régional	Coton	FAO, BM		80,000
CCI	B.2	Mise en œuvre des stratégies identifiées ci-dessus	2.4-2.5	Malawi+ régional	Coton	FAO, CNUCED, CFC		220,000
CNUCED	C.1	Appui aux stratégies et aux activités transversales	1.1->1.3	Mada, régional	Coton, horticulture	CCI, FAO		21,000
BM-SDN	D.8	Appui à la stratégie régionale sur le secteur coton	1.1->1.3	Régional	Coton	CCI,CFC,FAO		58,000
CRMG	E.4	Politique & gestion des risques liés au prix des produits de base	3.1,3.2	Malawi, Moz	Café, cacao, coton	FAO		75,000
CRMG	E.5	Étude de marché et dialogue politique pour le coton	2.1	Régional	Coton	FAO		200,000
CRMG	E.6	Education de base initiale sur la gestion des risques agricoles	3.1,3.2	Régional	Café, cacao, coton	FAO, CNUCED, CFC		62,500
<b>D. ALL ACP</b>								<b>2,416,655</b>
CFC	Q-F1	Standardisation commerciale de l'instrumentation des tests de qualité sur le coton pour les pays producteurs de coton en Afrique	2.3	Mali, Burkina Faso, Tanzanie	Coton			2,416,655
<b>TOTAL GENERAL</b>								<b>5,103,822</b>



# **PARTIE II**

## **PLAN DE TRAVAIL CONSOLIDE**

### **POUR LE SECTEUR COTON**

## 2.1. REGION DE L'AFRIQUE CENTRALE

### 2.1.1. FAO

#### Activité 7 - Évaluation des risques et du facteur financier dans les circuits d'approvisionnement

<b>Objectif :</b> évaluer les dispositifs de gestion des risques qui existent aux différents échelons des circuits d'approvisionnement, et étudier la possibilité de promouvoir ces dispositifs et d'en introduire de nouveaux.
<b>Produits :</b> évaluation de l'exposition aux risques et des contraintes financières, et identification de solutions financières ou de gestion des risques à même d'atténuer ces contraintes. Documents de travail et ateliers.
<b>Résultats :</b> conseils et engagement des parties prenantes des circuits d'approvisionnement et institutions concernées.
<b>Ressources :</b> questionnaire sur les risques et la gestion des risques aux différents échelons des circuits d'approvisionnement. Études de cas sur différents pays.

##### *Objectif de l'activité*

Évaluer les dispositifs de gestion des risques formels et informels existants en vue de promouvoir leur utilisation en identifiant d'autres outils de gestion des risques applicables, tels que les produits d'assurance, et faciliter l'accès au financement et renforcer les liens entre les différents segments des circuits d'approvisionnement. Les analyses porteront sur les pays et sous-secteurs suivants : le secteur du cacao fin à Sao-Tomé-et-Principe ; le secteur du coton au niveau régional. Les analyses s'appuieront sur les réponses à un questionnaire élaboré pour le Programme AAACP.

*Résultat attendu du Programme:* R 3 (Activités 3.1.1 et 3.1.2 dans la Convention de contribution de la FAO).

##### *Autre justification*

L'intérêt manifesté à l'occasion de l'atelier de consultation régional sur la gestion des risques, puis au cours des consultations ultérieures.

##### *IOV associés devant faire l'objet d'un suivi*

Nombre de questionnaires administrés et quantité d'informations analysées.

##### *Exécution et impact attendus:*

Analyse et évaluation de la situation actuelle sur la base des réponses au questionnaire ; le cas échéant, proposition de création d'une activité ou d'un outil ; sensibilisation accrue et amélioration des connaissances sur les dispositifs de gestion des risques qui existent ou qui pourraient être mis en place aux différents échelons des filières ; sensibilisation accrue aux liens existant entre la gestion des risques, la finance, l'assurance et la coordination au sein des filières.

##### *Thèmes transversaux*

Les thèmes transversaux seront traités dans les études comme il conviendra, selon des modalités qui seront précisées dans les termes de référence préparés pour ces études.

##### *Principales étapes intermédiaires envisagées*

Fin de l'évaluation prévue pour le premier trimestre de 2009.

##### *Partenaires*

Les travaux seront menés en coopération avec la CNUCED, et éventuellement avec le CRMG de la Banque mondiale.

### 2.1.2. Le Centre du commerce international (CCI)

#### Résultat R1.1 à 1.4, et R2.1.1: piloter l'élaboration des stratégies et programmer leur mise en œuvre

Une partie de l'atelier de consultation organisée à Douala, au Cameroun, était consacrée au secteur coton pour les pays producteurs dans la zone de l'Afrique centrale. Les participants ont été mis au courant de l'état d'avancement pour la stratégie sectorielle relative au coton pour la zone de l'Afrique de l'ouest (et en particulier la zone UEMOA), qui est conçue de manière à répondre à des problèmes similaires que ceux rencontrés par les cotonculteurs de l'Afrique centrale. Après avoir débattu sur cette question, les participants ont proposé d'envoyer une requête à l'UEMOA afin

que les pays de l'Afrique centrale puissent se joindre aux pays de l'Afrique de l'ouest pour l'opérationnalisation et la planification de la mise en œuvre de la stratégie coton existante (l'agenda coton-textile).

### Activités spécifiques du CCI découlant des stratégies sectorielles régionales sur le coton:

1. Guider les travaux préliminaires de collecte et d'analyse des informations de base sur les filières, activités qui seront entreprises avec le soutien des contreparties locales et la contribution de la FAO, de la CNUCED et de la BM dans les pays participants, et en coordination avec les spécialistes de l'identification et de la sélection des informations de base de l'UC.
2. Accompagner l'UEMOA et la CEMAC et soutenir la consolidation des données et informations de base sur les secteurs, dresser une liste complète des parties prenantes des filières nationales et régionales pour chaque segment de la filière, cartographier les autres activités de développement pertinentes pour le secteur cotonnier, les lacunes de l'assistance technique et les organisations partenaires susceptibles d'exécuter les projets.
3. Participer à l'organisation et à la coanimation d'un atelier régional conjoint UEMOA/CEMAC qui visera à définir une stratégie opérationnelle et des plans de mise en œuvre pour l'Agenda coton-textile. Prendre en charge une partie des coûts incombant aux représentants des pays de la CEMAC au titre de leur participation à l'atelier et de ses préparatifs.
4. Apporter à la CEMAC, aux agences gouvernementales et aux acteurs des filières dans les pays participants des conseils sur la coordination et la gestion de la mise en œuvre des stratégies et des activités des projets des OI, à travers les mécanismes de gestion public/privé existant. Au besoin, assurer des fonctions d'orientation et de suivi.

### Contribution du CCI

Activités d'assistance technique telles que consultations préparatoires, diagnostics pratiques et participatifs des filières, ateliers de planification des actions à mener et de formulation des stratégies, accompagnement et formation des contreparties locales et régionales, enquêtes auprès des parties prenantes et réunions à tous les niveaux des filières. Des perspectives du marché seront fournies grâce aux interactions entre les acheteurs, les organisations spécialisées dans les marchés et les spécialistes du secteur. Le personnel du CCI, les chargés de projet et les consultants mèneront à bien les activités en collaboration avec des spécialistes de la région, et si possible, avec le soutien des organisations régionales. Même si, en vertu du Programme, le CCI a été désigné comme chef de file pour cette activité, les contributions des autres OI et le soutien des gouvernements seront cruciaux pour la concrétisation des produits envisagés.

La collaboration qui s'instaurera entre les parties prenantes pour l'élaboration des stratégies et à travers les CCMH public-privé de chaque secteur, pays ou région facilitera l'appropriation des activités par les acteurs concernés. Ces comités seront composés de représentants des différents segments des filières, des OI et des agences gouvernementales concernées.

### Résultat 2.5.2: appui aux marchés et aux produits, renforcement des capacités des services de soutien au commerce

La FAO, la CNUCED et le CFC uniront leurs efforts avec ceux du CCI pour mettre en œuvre les activités de développement sectoriel considérées comme prioritaires au regard de l'Agenda coton-textile et des plans opérationnels de mise en œuvre des stratégies pour le **coton** de l'UEMOA et de la CEMAC, conçus dans le cadre de l'atelier régional du Résultat 1.

Plusieurs de ces activités ont été définies à l'occasion des consultations post-atelier régional de consultation menées auprès des représentants régionaux du secteur. Les activités du CCI prévoient:

- renforcement des capacités et coopération Sud-Sud en matière de production et de transformation du coton, en liaison avec l'ABRAPA (Association des producteurs de coton brésiliens) et l'ABC (Agence brésilienne de coopération) ;
- séminaire régional conjoint (UEMOA/CEMAC) de familiarisation avec les marchés asiatiques ;
- renforcement des capacités, transparence des marchés et promotion du coton, sur la base d'une coopération Sud-Sud portant sur deux marchés d'Asie identifiés comme prioritaires – les besoins spécifiques seront confirmés lors de l'atelier régional ;
- renforcement de l'African Cotton Association, association des producteurs de coton africains (basée au Bénin) ;

- renforcement des capacités d'expertise commerciale dans le domaine du coton, à travers la création d'une « école de commerce du coton » mobile ; ces travaux prendront appui sur le Guide de l'exportateur de coton du CCI, complété par des contributions de la FAO sur la production, et auront un point d'ancrage dans une institution existante.

### **Contributions**

Le CCI envisage d'apporter une assistance technique pour améliorer la compétitivité des entreprises et leurs performances sur les nouveaux marchés, en fonction des besoins exprimés par les bénéficiaires au travers des stratégies élaborées dans le cadre du Résultat R 1, ou d'autres documents fournis par eux. Le CCI pourrait offrir à des groupes d'entreprises, aux organisations sectorielles de soutien au commerce et à l'activité économique des services d'assistance technique ciblés sur ces besoins exprimés, et fournir des ressources dans différents domaines afin d'améliorer et faciliter la mise en adéquation avec les exigences des marchés et des négociants, la conception et le développement des produits, la valorisation des circuits d'approvisionnement et d'autres activités.

Le personnel du CCI, les chargés de projet et les consultants déploieront leur savoir-faire et fourniront des informations. Les spécialistes techniques de la région et les organisations régionales d'appui seront associés aux travaux dans toute la mesure du possible, et pour autant qu'ils possèdent le savoir-faire requis. Des études de marché préparatoires pourraient être effectuées sur des marchés spécifiques ciblés par les parties prenantes. Leurs résultats pourraient être utilisés dans l'élaboration des stratégies, pour garantir l'adoption d'approches réactives au marché.

Les activités dans chaque pays seront précédées d'une mission de consultation et d'un tour de table réunissant les parties prenantes, les OI participantes et les autres agences de développement actuellement actives dans le secteur concerné. Cette réunion sera l'occasion de confirmer les objectifs des activités décrites ci-dessus, d'expliquer les mécanismes de coordination et de gestion, de valider les contreparties et de confirmer les points d'intégration avec les autres activités.

## 2.2. REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

### 2.2.1. FAO

#### Activité QSA1 - Projet pilote pour la diversification et l'amélioration de la production dans les systèmes de production cotonniers<sup>1</sup>

##### 1.1 Objectifs/résultats

Activités préparatoires pour la prochaine saison culturale sous le forme de 1) études du milieu et activités pilotes initiales sur la diversification de systèmes de production cotonniers en vue de dégager des opportunités stratégiques ; 2) revue et échange de résultats à partir d'expériences lancées durant la campagne culturale 2007, en vue des discussions avec les parties prenantes relatives à la planification des travaux pour la saison culturale 2008-2009.

##### 1.2 Approche de mise en œuvre

Beaucoup d'études de la Banque Mondiale et autres ont identifié des cultures spécifiques en horticulture, de même que dans les systèmes agro-forestiers et le secteur de l'élevage comme des moyens potentiels de diversification pour les cotonculteurs. Cette option a également été considérée comme prioritaire lors d'entretiens entre la FAO et la CE au Burkina Faso. Pour ce faire, il est nécessaire de récolter des informations supplémentaires sur le contexte et la faisabilité de cette option en matière d'opportunités sur des marchés spécifiques en vue de compléter les études faites par la Banque mondiale, l'AFD et autres organisations. Quelques études seront organisées en préparation à l'atelier régional pour appuyer la planification des interventions des projets pilotes, avec la possibilité d'orienter les discussions lors de l'atelier régional de consultation relatif à l'Afrique de l'ouest, du moins pour certains pays de la zone.

Toutes les activités décrites ci-dessous seront validées au niveau politique avec l'ensemble des parties prenantes, et en particulier avec la CE, COS-Coton, les gouvernements nationaux, les organisations paysannes et formations inter-professionnelles, la Banque Mondiale et l'AFD.

La supervision technique et la coordination, de même que la participation de la FAO/AGP à la gestion du programme tous ACP sera assurée en cofinancement d'un responsable de projet de la FAO, de même qu'avec GCP/RAF/009/NET.

##### 1.3. Activités qui répondent au résultat du programme

- Etude de marketing portant sur des productions végétales de haute valeur, à travers des actions de marketing spécifiques visant la gestion intégrée des nuisibles/coton bio pour les marchés locaux et les marchés d'exportation
- Etude sur la diversification & l'accroissement des revenus for les cotonculteurs à travers le développement de système de rotation pluriannuel à des fins commerciales
- Etude sur la production de semences locales pour des cultures fourragères et l'arboriculture à essence fourragère, en tant qu'activités génératrices de revenus dans les systèmes basés sur la culture cotonnière. Cette étude comprend une revue de la disponibilité de collections de semences locales et la production d'espèces fourragères (y compris l'arboriculture) dans les systèmes agro-forestiers, ainsi que la faisabilité d'un appui aux groupes locaux de femmes qui produisent des semences locales
- Appui initial au Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso, à l'INERA, DVRD, CIRAD, ICRAF, FARA et aux décideurs politiques locaux (y compris le Gouverneur de la Province de Houet) pour la planification des activités de développement liées aux bonnes pratiques agricoles et à l'amélioration des pratiques agronomiques (agriculture de conservation comprenant l'absence de labour, la diversification culturale et l'élevage). Les activités détaillées seront décrites dans le plan de travail.
- Un support technique à l'organisation paysanne cotonnière UNPCB et ses partenaires, incluant :
  - a) Une revue des expériences des écoles paysannes en champ sur les bonnes pratiques agricoles durant la saison 2007 avec les communautés concernées, consolidation de l'information et organisation d'une réunion au niveau national pour partager les conclusions avec les syndicats provinciaux et départements, les entreprises cotonnières, le gouvernement et les bailleurs de fonds, pour discuter des opportunités de répliquabilité au niveau national ;
  - b) l'envoi de deux spécialistes au Burkina, un au Mali et un au Bénin, pour échanger les conclusions de cette expérience et passer en revue les programmes de gestion intégrée des nuisibles avec les coordinateurs locaux et parties prenantes.

<sup>1</sup> Cette intervention fait partie des actions à démarrage rapide dont la mise en œuvre a débuté avant les ateliers régionaux de consultation

- c) organisation d'une réunion sous-régionale avec les parties prenantes pour partager les expériences et discuter des possibilités de répliquabilité dans d'autres pays. Si les parties prenantes le souhaitent, les résultats de cette réunion sous-régionale pourraient être discutés lors de l'atelier régional de consultation organisée pour l'Afrique de l'ouest
- Révision du curriculum et atelier sur la planification des écoles en champ : révision des modules de curriculum en préparation de la prochaine saison culturale, basée sur les expériences de 2007 ;

Collecte d'informations et contacts initiaux avec les parties prenantes, et les partenaires techniques et financiers au Bénin, pour préparer une extension des activités et un démarrage d'un projet pilote au Bénin pour la prochaine saison cotonnière

### Activité 1 - Appui au processus d'évaluation de la filière et de formulation de stratégie du CCI

**Objectif:** Préparation des parties prenantes à la conduite d'un diagnostic de fond de la filière et des moyens de subsistance et à la formulation des stratégies appropriées pour développer le secteur des produits de base.

**Extrants:** Diagnostics filière, Etudes du marché local, Participation à des ateliers CCI, Appui à la formulation d'une stratégie proposée par le CCI, Evaluation et validation de la stratégie.

**Résultat:** Des études et contributions d'experts qui viennent alimenter en données essentielles le processus de diagnostic, de formulation, évaluation et validation de stratégie de la filière produit de base qui est mené par le CCI.

**Ressources:** Etudes de la filière et du marché intérieur menées par les consultants locaux sous la supervision de la FAO. Participation aux ateliers du CCI et validation de stratégie par le personnel FAO et les experts internationaux.

#### Objectif de l'activité

Aider dans la préparation des parties prenantes à la conduite d'un diagnostic de fond de la filière et des moyens de subsistance dans une sélection de combinaisons pays/produits-base, en fournissant l'information et l'assistance requises au processus d'évaluation et de formulation de stratégie mené par le CCI. Appui à la formulation et validation de stratégie.

*Résultat programme attendu conformément au tableau de bord:* Résultat 1 (Activités 1.1.1-2, 1.2.2 et 1.3.1-2 dans l'Accord de Contribution de la FAO)

#### Autres justifications

Les activités sont nécessaires en tant que contribution au processus d'évaluation de la filière par le CCI afin d'aider à définir les activités spécifiques requises pour renforcer les filières et les groupes cibles dans le même souffle.

#### Définir les IOV qui doivent être contrôlés

- Etudes achevées (filière, études du marché intérieur, analyse de validation)
- Utilisation des études et des connaissances des experts lors du processus d'évaluation de la filière et de la formulation de stratégie
- Participation aux ateliers du CCI (consigné par des compte-rendu de mission)

#### Exécution et impact attendus:

En appui au processus d'évaluation de la filière et de la formulation de stratégie, les extrants consisteront en des études de la filière et du marché intérieur portant sur les suivants:

- Toute la région/ coton (appui à la finalisation et mise en œuvre de la stratégie régionale).
- Mali / Sorgho (stratégie sectorielle de développement)
- Libéria probablement / racines et tubercules (Appui à la stratégie/ diagnostic du potentiel de commercialisation)
- Sénégal-Mali / Fruits & Légumes (diagnostic du potentiel de commercialisation)

Ces études serviront d'information cruciale dans le processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière produit-base.

On s'attend, lors du processus de formulation de stratégie, à ce que les diverses options pour alléger les contraintes bloquant le bon fonctionnement des filières de produits de base soient identifiées. La FAO analysera les options ainsi définies pour aider à les hiérarchiser. Les alternatives d'option seront analysées avec un accent spécial sur les incidences au niveau de la distribution tout au long de la filière de façon à déterminer les coûts et avantages de chacune. Des évaluations de dispositifs institutionnels différents seront également entreprises afin d'appuyer la mise en œuvre de choix stratégiques.

#### *Problèmes transversaux*

Les problèmes transversaux qui précèdent constituent des pistes importantes de recherche dans la méthodologie qui devrait être adoptée. Les problèmes liés au genre sont pris en compte lorsque les femmes tendent à se concentrer dans des activités spécifiques telles que la préparation d'aliments à base de céréales. L'émergence des problèmes de gouvernance dans le contexte d'un élargissement inter-professionnel et d'un rôle plus influent des organisations paysannes dans la politique et les marchés. La formulation de stratégies dépendra fondamentalement de considérations qui prennent en ligne de compte les conditions spécifiques pays et régions- secteur donné.

#### *Principales étapes*

- Les études portant sur la filière et marché intérieur doivent être achevées comme imposé par le calendrier des ateliers organisés par le CCI. Il est attendu que les études soient complétées d'ici mars 2009.
- L'évaluation et la validation de la stratégie doivent être achevées dans les deux mois suivants l'atelier 2 du CCI dans les pays respectifs.

La priorité sera de veiller à ce que les informations cruciales obtenues grâce aux études soient disponibles lors du processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière produit de base mené par le CCI .

#### *Collaboration*

Le travail sera entrepris en appui au processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière mené par le CCI.

### **Activité 4 – Appui à l'élaboration de modèles d'entreprise pour les acteurs en amont**

Des consultations dans trois pays pour appuyer l'élaboration de modèles d'entreprise intégrés pour les acteurs en amont des systèmes dépendant de l'agriculture de rapport et de subsistance au Libéria et Sierra Leone, et pour les producteurs de coton et de fruits et légumes au Mali

Objectif: Valider les extrants du KOW et identifier les structures qui pourront être appuyées par le programme en tant que contreparties

Exécution: Modèles d'entreprise intégrés élaborés pour les parties prenantes tributaires de cultures pérennes et vivrières situées en amont au Libéria et Sierra Leone, et pour les producteurs de coton et de fruits et légumes au Mali

Impact: Modèles d'entreprise intégrés élaborés pour améliorer l'avantage compétitif, le rôle dans la filière et l'approvisionnement auprès des petits exploitants pour les parties prenantes se trouvant en amont de la filière

Resources: Mission de 4 jours dans chacun des 3 pays pour 1 membre du personnel de la FAO

#### *Objectif de l'Activité*

Identifier les acheteurs, agro-entreprises, ou petits commerces opérant dans les secteurs de l'huile de palme, du manioc et du plantain dans les systèmes de cultures pérennes et vivrières au Libéria et Sierra Leone, et les producteurs de coton et de fruits et légumes au Mali

Résultat programme attendu conformément au tableau de bord : Résultat 2.2-2.5

#### *Autre justification*

Améliorer les liens de relations commerciales entre le producteur et l'acheteur permettra à ces acteurs de participer plus efficacement aux stratégies sectorielles élaborées grâce au processus du CCI.

#### *IOV à contrôler*

- Modèles d'entreprise intégrés élaborés pour les acteurs situés en amont des filières choisies
- Activités recommandées par les stratégies de modèles d'entreprise

### Exécution et impact attendus

- Modèles d'entreprise intégrés élaborés pour les acteurs situés en amont des filières choisies
- Les activités requises afin d'améliorer les liens de relations commerciales entre le producteur et l'acheteur local sont définies à la suite de consultations menées par la FAO dans les trois pays auprès des groupes de parties prenantes (acheteurs, organisations paysannes, fournisseurs de services intermédiaires, gouvernement).
- Sous traitance de la mise en œuvre des activités à des intermédiaires locaux.

### Problèmes transversaux

Le coton et cultures pérennes sont exploités et commercialisés principalement par les hommes, alors que la production et la commercialisation de produits de subsistance comme le manioc est principalement l'affaire des femmes. Traiter de la question de création de revenus par le biais de la commercialisation de la gamme de ces cultures contribue à des avancées en matière d'égalité des sexes.

### Principales étapes

- Mission de consultation dans les 3 pays en octobre, novembre 2008
- Présentation des modèles d'entreprise à la FAO, décembre 2008

## Activité 5 – Mise en œuvre des activités identifiées dans le cadre de l'activité portant sur les modèles d'entreprise intégrés

Objectif: Améliorer les liens entre le paysan et l'acheteur dans les systèmes tributaires de cultures pérennes et vivrières au Libéria et Sierra Leone, et les producteurs de coton et de fruits et légumes au Mali

Exécution: Activités recommandées par les modèles d'entreprise mises en œuvre

Impact: La fourniture de produits agricoles par les paysans devient plus fiable et continue et l'approvisionnement auprès des petits exploitants augmente.

Resources: Mission de 4 jours dans chacun des 3 pays pour 1 membre du personnel de la FAO

### Objectif de l'activité

Améliorer les liens entre le paysan et l'acheteur dans les systèmes tributaires de cultures pérennes et vivrières au Libéria et Sierra Leone, et les producteurs de coton et de fruits et légumes au Mali

Résultat programme attendu selon le tableau de bord : Résultat 2.3, 2.4, 2.5

### Autre justification

Améliorer les liens de relations commerciales entre le producteur et l'acheteur et /ou l'entité de transformation permettra à ces acteurs de participer plus efficacement à la mise en œuvre des stratégies sectorielles élaborées grâce au processus du CCI.

IOV : Les activités identifiées dans le cadre de la stratégie de mise à jour sont exécutées

### Exécution et impact attendu

L'avantage compétitif et le rôle des petits exploitants et des acheteurs/transformateurs dans la filière sont améliorés. L'approvisionnement auprès des petits exploitants est en hausse.

### Problèmes transversaux

Le coton et les cultures pérennes sont exploités et commercialisés principalement par les hommes, alors que la production et la commercialisation de produits de subsistance comme le manioc est principalement l'affaire des femmes. Traiter de la question de création de revenus par le biais de la commercialisation de la gamme de ces cultures contribue à des avancées en matière d'égalité des sexes.

### Principales étapes

- Activités mises en œuvre de janvier 2009 à novembre 2009
- Les principales agences exécutrices fourniront les rapports brossant un tableau des activités, de la formation locale et des leçons apprises au plus tard en décembre 2009

## Activité 6 – Appui aux capacités locales en vue de l'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles et de l'IPM pour les systèmes mixtes coton-céréales-bétail au Bénin, Burkina Faso et Mali, ainsi que pour les bourses régionales et la sensibilisation autour des BPA et de l'IPM

**Objectif:** Aussi bien accroître la productivité et le revenu des cultivateurs de coton, que favoriser la durabilité de l'environnement et la santé des paysans, à travers l'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles et de la Protection Intégrée des Cultures.

**Exécution:** Les cultivateurs et les formateurs sont formés en IPM et BPA, le matériel pédagogique et de sensibilisation est produit, les visites de terrain sont organisées, les capacités des organisations paysannes régionales/ nationales, du personnel étatique, des compagnies cotonnières et d'autres en matière de BPA et IPM sont accrues, des articles de presse et du matériel vidéo sont produits.

**Impact :** Les paysans sont capables d'appliquer les BPA et l'IPM dans leurs champs, les structures d'appui et les systèmes de vulgarisation sont en place, les décideurs et l'opinion publique sont sensibilisés sur les bénéfices des BPA et IPM; le dispositif pour la montée en puissance des activités (formation étendue à d'autres paysans et formateurs) dans les années qui suivront le Programme est mis en place.

**Resources:** Programmes de formation, matériel et équipement pour les centres dispersés de formation des fermiers, ateliers régionaux, visites d'échange, consultants ( personnes – ressource pour les cours de formation et les activités de communication et la supervision de la formation)

Apports de la FAO en matière de supervision: Assistance technique à temps partiel d'un membre du personnel de la FAO (Rome). L'assistance offerte par le personnel FAO de Dakar et le personnel local (à Cotonou, Ouagadougou, Bamako) est une contribution en nature du Programme Sous-Régional IPM en Afrique de l'Ouest (cofinancement). Ce volet de cofinancement se justifie par le fait que les coûts des activités liées à la formation pourraient sembler être élevés par rapport au reste. D'autres financements de confiance et de programme réguliers couvrent des dépenses qui ne peuvent pas entrer complètement dans le cadre du financement AAACP (déplacements quotidiens, frais de fonctionnement généraux, défraiements des formateurs, etc). Les financements sont en complémentarité croisée afin que l'activité puisse avoir une portée et un résultat plus conséquents.

### *Objectif de l'activité*

Aussi bien accroître la productivité et le revenu des cultivateurs de coton, que favoriser la pérennité de l'environnement et la santé des paysans, à travers l'adoption des Bonnes Pratiques Agricoles et de la Protection Intégrée des Cultures.

*Résultat Programme attendu selon le tableau de bord : Contribue aux résultats 2.3-2.4*

### *Autre justification*

La validation des activités avec l'accord des parties prenantes nationales est le fruit d'une collaboration de longue date avec la FAO, d'un atelier sous-régional (3 pays) financé dans le cadre du projet pilote de la FAO (l'action à démarrage rapide décrite ci-dessus) et des priorités mises en avant lors de l'atelier régional KOW de Dakar.

### *IOV*

Les activités définies plus haut ont été mises en œuvre et la preuve de leur résultats respectifs peut être fournie (rapports pour le cours de formation et autres activités, matériel pédagogique, etc. voir plus haut)

**Exécution:** Agriculteurs (environ 3000) et formateurs (environ 100) formés en IPM et BPA. Matériel pédagogique et de sensibilisation produits. Visites de terrain organisées. Capacités des organisations paysannes régionales/ nationales, du personnel étatique, des compagnies cotonnières et d'autres en matière de BPA et IPM accrues. Articles de presse et matériel vidéo produits.

**Impact:** Les agriculteurs sont capables d'appliquer les BPA et l'IPM dans leurs champs, les structures d'appui et les systèmes de vulgarisation sont en place, les décideurs et l'opinion publique sont sensibilisés sur les bénéfices des BPA et IPM; le dispositif pour la montée en puissance des activités (formation étendue à d'autres paysans et formateurs) dans les années qui suivront le Programme est mis en place.

### Problèmes transversaux

Le soutien stratégique et l'inclusion des alternatives de production en matière de diversification de la culture du coton aussi bien que l'autonomisation des agriculteurs et les bonnes relations et la gouvernance au sein des parties prenantes de la chaîne de valeur sont des éléments intrinsèques des activités.

Les problèmes liés à l'environnement sont un élément crucial du projet car il se concentre sur des mécanismes participatifs pour identifier et soutenir les pratiques de production durable par le biais d'une démarche agro-écologique comprenant entre autres la baisse du recours aux Pesticides Très Toxiques (PTT), l'usage de l'IPM et des alternatives aux produits chimiques pour l'agriculture, l'appui aux amendements des terres, l'intégration culture-bétail, le recours judicieux à l'agroforesterie et la gestion des parcelles.

Les problèmes liés au genre sont également traités dans le projet pilote grâce à un meilleur équilibre des sexes au sein des groupes de paysans - modérateurs et des agriculteurs formés.

### Principales Etapes

- Activités de formation mises en œuvre septembre-octobre 2008 et juin-octobre 2009.
- Autres activités mises en œuvre au cours de la période 2008-2009
- Rapport soumis à l'UC d'ici décembre 2009

### Activité 8 - Evaluation des risques liés à la chaîne de valeur et à son financement

**Objectif:** Evaluer les mécanismes de gestion des risques le long des filières, la possibilité de les promouvoir et d'en introduire des différentes.

**Exécution:** Evaluation de la vulnérabilité aux risques et des contraintes financières et identification de solutions de crédit et/ou de gestion de risques afin d'atténuer ces contraintes. Documents et ateliers de travail.

**Impact:** Conseil et implication des parties prenantes et institutions concernées de la filière.

**Resources:** Questionnaire sur les risques et leur gestion le long des filières. Etudes de cas dans divers pays.

#### Objectif de l'activité

Evaluation des mécanismes de gestion des risques formels et informels existants afin de les promouvoir par le biais d'une identification de dispositifs alternatifs de gestion de risques comprenant des produits d'assurance et d'amélioration de l'accès au crédit et du renforcement des liens le long de la filière. L'analyse sera menée dans le cas du sorgho au Mali, des racines alimentaires et tubercules au Libéria, et du coton au niveau de toute la région. L'analyse sera basée sur la soumission à un questionnaire élaboré dans le cadre de l'AAACP.

**Résultat programme attendu selon le tableau de bord :** Résultats 3 (Activités 3.2.1 et 3.2.2 dans l'AC de la FAO)

**Autre justification:** L'intérêt montré pour la gestion des risques lors de l'atelier KOW et lors des consultations qui en ont découlé.

**IOV à contrôler :** Nombre de questionnaires administrés et information analysée.

#### Exécution et impact attendus:

Etude et diagnostic de la situation présente à partir des réponses au questionnaire; possibilité d'une proposition d'activité ou d'un outil à élaborer; meilleure connaissance et conscience des mécanismes de gestion de risques existant ou potentiels le long de la filière; sensibilité améliorée au sujet des liens entre la gestion des risques, la finance, l'assurance et la coordination le long des filières.

**Les problèmes transversaux** seront pris en compte comme il le faut dans les études comme garanti par l'élaboration des TdR de l'étude.

**Principales étapes :** Evaluation achevée d'ici le deuxième trimestre de 2009.

**Collaboration:** Le travail s'effectuera en coopération avec la CNUCED et possiblement avec le CRMG (Groupe de gestion des risques-produits) de la Banque Mondiale.

## 2.2.1. CCI

### R 1.1 à R1.4 & R2.1.1: Initier la conception des stratégies et planification de leur mise en œuvre

#### Zone UEMOA – Opérationnalisation de la stratégie régionale pour le coton

- Le secteur cotonnier a été le point de mire d'un volet de l'atelier de Dakar. Les progrès réalisés au titre de la stratégie régionale, conçue pour résoudre les problèmes rencontrés par les producteurs de coton en Afrique de l'Ouest, ont été communiqués aux participants. Les participants venant de l'UEMOA ont agréé à une requête des pays producteurs de coton de la CEMAC en vue de leur participation dans l'opérationnalisation et la planification de la mise en œuvre de la stratégie existante pour le coton (L'Agenda Coton-Textile) pour l'UEMOA.
- Après l'atelier de consultation (KOW) le Secrétariat de l'UEOMA a sollicité l'aide du Programme pour mettre à jour et examiner l'agenda pour le coton sous la direction du CCI. Des consultations entre le secrétariat, la Banque Mondiale, la CNUCED, le FCDB, et l'Unité de Coordination se sont tenues à Ouagadougou durant la semaine du 17 au 21 novembre. Le Secrétariat et les OI se sont entendus sur une approche en quatre points : a) Mise à jour de la stratégie pour le coton à l'échelle régionale et nationale ; b) Formulation d'un avant-projet de stratégie régionale; c) Atelier de validation réunissant un grand nombre de parties prenantes des secteurs public et privé au début du printemps 2009, et d) Mise en œuvre de volets choisis de la stratégie dans le cadre du Programme tous ACP. Ces activités débuteront tôt en 2009 par une rencontre du groupe de travail chargé de la mise à jour de la stratégie existante pour le coton.
- L'accent sera mis sur la coordination à l'intérieur du Secrétariat de l'UEOMA, une coopération étroite avec le secteur privé et des associations régionales telles qu' APROCA et ACA ainsi que sur les liens avec les autres pays producteurs de coton de la région CEMAC comme le Cameroun et le Tchad.

#### Activités spécifiques de la stratégie sectorielle du CCI en matière de coton:

1. Guider le travail préliminaire de collecte d'information de référence et d'analyse sur la chaîne de valeur (CV) qui doit être entrepris avec le soutien d'homologues locaux et de contributions de la FAO, du FCDB et de la CNUCED dans les pays participants, en conjonction avec les experts BIS de l'UC.
2. Encadrer les représentants UEMOA/CEMAC et appuyer la consolidation des données et de l'information sectorielles de référence, créer une liste exhaustive de parties prenantes nationales et régionales de la filière produits de base à chaque étape de la chaîne de valeur, cartographier les autres activités de développement relatives au coton, les lacunes en matière d'assistance technique et les organisations qui pourraient constituer des contreparties dans l'exécution du projet.
3. Appuyer l'organisation et la co-facilitation d'un atelier régional conjoint UEMOA/CEMAC dans le but de définir une stratégie opérationnelle et des plans de mise en œuvre pour l'Agenda Coton-Textile. Contribuer aux dépenses de participation et de préparation à l'atelier des représentants des pays UEMOA.
4. Conseiller l'UEMOA, les agences gouvernementales, et les parties prenantes de la filière dans les pays participants en matière de coordination et gestion de la mise en œuvre de la stratégie, et d'activités de projet des OI, par le biais de mécanismes existants de partenariats public/parties prenantes du privé. Fournir du conseil de suivi à la demande.

#### Apports du CCI

Activités d'assistance technique consistant en des consultations préparatoires, des diagnostics participatifs et pratiques de la filière, des ateliers pour planifier les actions et formuler les stratégies, l'encadrement et la formation d'homologues locaux et régionaux, enquêtes auprès des parties prenantes et rencontres avec elles tout au long de la filière. Les perspectives commerciales se dessineront à travers l'interaction avec les acheteurs, les organisations à orientation commerciale et les experts en opérations travaillant dans le secteur. Là où il le sera possible, le personnel du CCI, le personnel projet et les experts entreprendront l'exécution avec le concours de spécialistes de la région et d'organisations régionales d'appui. Bien que dans le cadre du Programme ce soit le CCI qui est mandaté pour mener cette activité, les contributions des autres OI et le soutien des gouvernements nationaux dans la réalisation des résultats seront essentielles.

L'appropriation des activités de mise en œuvre par les parties prenantes engagées dans la conception effective des stratégies ou dans leur coordination au sein de comités public/privés de haut niveau pour chaque secteur, pays ou région est vivement encouragée. Il serait indiqué que les organismes précités comptent des représentants venant des différents maillons de la filière sectorielle, des OI et des agences gouvernementales impliquées.

## Résultat 2.5.2: Développement de produit et de marché, renforcement des capacités en matière de soutien commercial

### Activités du CCI en matière de mise en œuvre de la stratégie pour le secteur cotonnier à travers la région de l'Afrique de l'Ouest.

La FAO, la CNUCED, la BM et le CFC se joindront au CCI pour mettre en œuvre les activités choisies en priorité afin de développer le secteur conformément à L'Agenda Cotton-Textile et les plans de l'UEMOA/CEMAC pour la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle pour le coton tels que conçus lors de l'atelier régional évoqué à Résultat 1.

Certaines de ces activités ont été présentées lors des consultations à niveau régional avec les représentants du secteur qui ont suivi l'atelier de consultation KOW. Les activités du CCI porteront entre autres sur:

- Le renforcement de capacités et la coopération Sud-Sud en liaison avec l'Association Brésilienne de cultivateurs de coton et Association Brésilienne de Coopération) en matière de production et de transformation du coton.
- Un séminaire régional conjoint (UEMOA/CEMAC) en vue d'une familiarisation avec les marchés d'Asie.
- Le renforcement de capacités, la lecture des marchés et la promotion du coton à partir de la Coopération Sud-Sud par rapport à deux marchés choisis en priorité en Asie – en attendant confirmation des besoins spécifiques lors de l'atelier régional.
- La consolidation de l' Association Cotonnière Africaine (basée au Bénin).
- Le renforcement de capacités en matière d'expertise du négoce cotonnier sous forme d'une école mobile ("Cotton trading School"), inspirée du guide pratique à l'intention de l'exportation du coton ( Cotton Exporter's Guide) préparé par le CCI, et agrémentée de contributions venant de la FAO et rattachée à une institution existante.

### Moyens:

Le CCI envisage de fournir de l'assistance technique destinée à renforcer la compétitivité des entreprises et améliorer la performance sur les nouveaux marchés selon les besoins exprimés par les bénéficiaires dans les stratégies participatives. Il se pourrait que le CCI propose à des groupes d'entreprises et à des organisations sectorielles de soutien au commerce une assistance technique sélective selon les besoins qui ont été exprimés à ce sujet et fournisse des ressources dans certains domaines afin d'améliorer la mise en conformité avec les exigences des acheteurs et des marchés, la conception et élaboration des produits, le rehaussement de la chaîne de valeur et autres activités. L'expertise et l'information seront assurées par le personnel du CCI, l'équipe et les experts du projet. Là où il le sera possible et là où le savoir nécessaire existe, des experts techniques issus de la région et les organisations régionales d'appui seront impliqués. Des études de marché préparatoires pourraient être entreprises dans le cas de marchés spécifiques visés par les parties prenantes. Les résultats des études de marché pourront être intégrés dans les processus d'élaboration stratégique afin de garantir une approche réactive aux marchés.

Une mission de consultation et une table ronde qui engageront les parties prenantes et les OI participantes et/ou d'autres agences de développement impliqués dans chaque secteur précéderont les activités dans chaque pays. Lors de la table ronde les objectifs des activités précitées seront confirmés, les mécanismes de coordination et de gestion expliqués, les contreparties validées et les points d'intégration avec les autres activités confirmés.

### 2.2.3. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

#### Activité 1 - Appui aux stratégies et aux activités transversales

- **Objectif de l'intervention de la CNUCED ( Impact CNUCED):**
  - Ces activités sont en appui à celles mises en œuvre par d'autres OIs, notamment les stratégies développées par le CCI.
  - La CNUCED fournira les éléments des stratégies, portant sur le financement, les systèmes d'information sur les marchés, et les bourses de produits de base, pour la chaîne de valeur. Ceci s'appliquera en premier lieu à la collaboration CEDEAO/CNUCED en appui au commerce intra-régional (voir activité 2). Dans un deuxième temps, ceci sera également étendu à d'autres chaînes logistiques spécifiques qui ont été identifiées comme prioritaires par le CCI car l'élaboration d'une stratégie sera le premier bénéficiaire de cette activité (UEMOA/Coton, Mali- Gomme Arabique, Mali - Sorgho).
  - L'activité financera aussi le personnel et les missions/ateliers, l'appui aux activités transversales et/ou les contributions aux activités en cours dans la région et dans les pays. Plus particulièrement, ceci comprend le suivi d'une mission menée par la CNUCED durant la phase préparatoire de l' AAACP en relation avec la faisabilité d'un fonds de garantie pour le coton en Côte d'Ivoire. <sup>2</sup>
  
- **IOV à contrôler:**
  - Les éléments de stratégies pour les volets finance, bourses de produits de base et SIM sont élaborés par la CNUCED et fournis au CCI conformément au travail de stratégie présenté plus haut.
  - Les réseaux de problèmes spécifiques sont mis au courant des diverses recommandations pertinentes par le biais des vecteurs harmonisés du CCI (plans et politique, outils, projets, priorités en vue de l'allocation de ressources).
  
- **Problèmes transversaux:**
  - genre: promouvoir des stratégies tenant en compte les aspects liés au genre;
  - gouvernance: réduction du déséquilibre de l'information sur les marchés, une formulation de politique mieux renseignée;
  
- **Principales étapes:**
  - Les besoins en matière de financement et de bourses de produits de base sont mesurés et les éléments qui doivent servir à définir la stratégie sont fournis. Pour l'UEMOA - Coton: janvier à décembre 2009.
  - Ils sont intégrés comme un apport au sein des stratégies des NCCS pour les produits de base.
  - Côte d'Ivoire- Coton : l'étude de pré-faisabilité concernant la création d'un fonds de garantie est examinée lors d'un atelier national et sert au travail de l' UEMOA sur le coton dans la région.

### 2.2.4. WB-SDN

#### Activité 3: Appui à l' UEMOA et aux parties prenantes du secteur cotonnier à la mise en valeur, la finalisation et la mise en œuvre de la stratégie régionale pour le coton

*Contexte:* Le coton est une des principales cultures d'exportation de la sous-région qui compte trois des cinq exportateurs majeurs d'ouate de coton de l'Afrique sub-saharienne (Burkina, Mali et Bénin). Le coton est également la source principale et irremplaçable de revenus pour des milliers de paysans en Afrique de l'Ouest, une des rares sinon l'unique culture de rente dans quelques uns des pays. En même temps, les secteurs cotonniers de la sous-région ont du faire face à de graves difficultés durant les dernières années en raison de facteurs tant structurels qu'exogènes, avec entre autres la chute du dollar américain. L'UEMOA s'est constitué en chef de file pour tenter d'aider les pays producteurs de coton à formuler une stratégie afin de regagner en compétitivité sur le marché mondial. Une partie de

---

<sup>2</sup> En fonction des résultats de cette étude de pré-faisabilité (Sept-Déc 2008, sous financement de la phase préparatoire de l'AAACP), un atelier réunissant les parties prenantes concernées de Côte d'Ivoire sera mis sur pied pour les examiner et les valider. Ceci sera utilisé a) comme une contribution au travail régional du CCI et de l' UEMOA en matière de stratégie pour le coton et b) au niveau national, à des fins d'examen et de recherche de consensus à propos de la mise sur pied du mécanisme financier proposé ; cela viendra également en appui à la planification des activités en 2010 activités en relation avec une demande spécifique de financement sous la deuxième tranche.

l'atelier de consultation de Dakar a été consacré au secteur cotonnier dans le cas de nombreux pays de la région. Les participants ont été tenus informés des progrès réalisés au moyen de la stratégie sectorielle dévolue au coton en Afrique de l'Ouest (UEMOA), qui a été conçue pour répondre aux défis auxquels ont à faire face les producteurs de coton en Afrique de l'Ouest. Les participants venant de l'UEMOA ont agréé à une requête des pays producteurs de coton de la CEMAC en vue de leur participation dans la planification des opérations et de la mise en œuvre de la stratégie existante pour le coton (L'Agenda Coton-Textile) pour l'UEMOA.

*Objectif:* Appui à l'UEMOA et les organisations régionales de producteurs de coton afin de définir les actions et mettre en œuvre une stratégie concertée pour améliorer la compétitivité de leurs secteurs cotonniers.

*Exécution :* Contribution à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour le coton

*Impact:* L'UEMOA et les organisations régionales de producteurs de coton offrent à travers la mise en œuvre de la stratégie un appui efficace aux parties prenantes nationales de la filière produits de base en vue d'améliorer la performance de leurs secteurs cotonniers.

*Moyens:* 3 hommes-mois d'expertise spécifique + activités de renforcement de capacité

*Autres OI:* CCI, CNUCED, FCPB, COS-Coton

## 2.2.5. WB-CRMG

### Activité 4: Gestion des risques liés au prix pour les produits de base

*Contexte:* Les risques liés au prix affectent les coopératives, négociants, et autres organisations de la chaîne de valeur agricole. Pour plusieurs organisations même la meilleure prévision en affaires est menacée par la volatilité intra-saisonnière des prix. Ceci a des répercussions non seulement sur la rentabilité du client mais aussi sur l'efficacité de toute la chaîne de valeur. Cela affecte grandement les établissements de crédit qui sont préoccupés par le fait que la capacité de rembourser les dettes agricoles contractées puisse diminuer en raison de la volatilité des prix. Cela affecte aussi durement les institutions de crédit qui sont préoccupées par la diminution de leur capacité de remboursement des prêts agricoles à cause de la volatilité des prix.

A travers leurs interventions auprès des clients à niveau meso (banques et négociants en produits de base), les projets du CRMG de la BM ont prouvé qu'il est possible de combler le fossé entre les fournisseurs d'instruments et les organisations engagées dans le commerce des produits de base dans les pays en développement. Les fournisseurs sont prêts à conduire des affaires dans les pays en développement pourvu qu'il y ait un volume d'échanges suffisant et qu'il soit possible de surmonter les exigences de contrôles rigoureux. Toutefois, le travail portant sur la gestion des risques liés au prix a aussi démontré que les défis en matière d'opération et de capacité sont assez minimes pour les intermédiaires du niveau meso. Le travail réalisé sur la gestion des risques liés aux prix a montré en effet que les défis opérationnels des intermédiaires au niveau méso, en particulier en Afrique, sont généralement très bas. Etant donné que nombre de ces organisations ont d'autres problèmes opérationnels plus cruciaux, il arrive souvent que la gestion des risques ne soit pas le problème le plus pressant, en particulier lorsque les prix des produits de base sont relativement stables et élevés, comme cela a été le cas ces dernières années.

Depuis peu, le volet développement du secteur cotonnier a cru en importance. L'Afrique possède un bon potentiel comparativement parlant en matière de production cotonnière. Toutefois, les secteurs cotonniers de l'Afrique Centrale et de l'Ouest ont perdu en compétitivité lors des récentes saisons en raison de l'appréciation de la devise commune contre le dollar américain ainsi que de facteurs techniques et institutionnels au sein de la chaîne de valeur. Les derniers problèmes financiers rencontrés par le secteur cotonnier de plusieurs pays ont eu comme résultat d'attirer une plus grande attention sur la nécessité d'envisager des approches basées sur le marché pour améliorer la gestion des risques dans le secteur.

*Objectif:* Le but de cette activité est de résoudre deux problèmes majeurs dans la gestion des risques pour le secteur cotonnier en Afrique de l'Ouest:

- 1) La stabilisation des prix qui existe ou qui est proposée et les fonds de lissage ne sont pas traditionnellement basés sur le marché et ont fait l'expérience d'une détresse financière.
- 2) Les sociétés d'égrenage présentent des risques en matière de prix intra-saisonniers et de volatilité des taux de change ce qui peut créer d'énormes problèmes pour tout le secteur.

Cette activité a pour objectif d'apporter un appui technique pour traiter un large éventail de problèmes qui affectent les politiques autour des produits de base, le développement des marchés et la compétitivité des secteurs produits- base en Afrique. Du côté politique, il y a une attente des parties prenantes pour un travail sur les marchés céréaliers, le café, le cacao et le coton. Dans ce domaine, l'assistance technique se focalisera sur le rôle prédominant des

intermédiaires commerciaux et sur la mise à disposition d'informations sur les marchés mondiaux ainsi que les techniques commerciales reconnues pour évaluer, quantifier et contrôler de façon continue les risques physiques et financiers des affaires. L'activité comprendra (i) l'assistance technique pour quantifier les risques spécifiques liés aux prix auxquels ont à faire face les gouvernements, les importateurs/distributeurs du secteur privé, et les groupements de producteurs; (ii) l'évaluation de la faisabilité technique, opérationnelle, et commerciale d'atténuer les risques liés aux prix par le biais d'un transfert vers le marché en utilisant des contrats financiers et physiques; (iii) la formation à l'utilisation et l'évaluation de divers produits et stratégies de marché à terme à l'intention des gouvernements et du secteur privé.

*Exécution:* Les bénéficiaires du programme sont les organisations qui désirent élargir leurs connaissances des fondamentaux du marché des produits de base et avoir accès à des outils qui renforceront leur compétitivité tout en réduisant les risques financiers. Ces organisations peuvent comprendre des égreneurs/transformateurs de coton et de café, de grands producteurs, des négociants individuels et des regroupements de producteurs/coopératives. Le programme se déroulera avec une assistance technique dispensée directement auprès des bénéficiaires, dans le but de renforcer la sensibilisation et la capacité de sorte que les pratiques de gestion des risques deviennent partie intégrante de la conduite normale des affaires.

*Impact:* Des méthodologies d'évaluation des risques plus sophistiquées contribuent à aider les groupements de producteurs, les exportateurs, les transformateurs et les banques à prendre de meilleures décisions en affaires. L'objectif ultime est d'aider les organisations à éviter les pertes et améliorer la rentabilité grâce à une meilleure maîtrise des dangers spécifiques et des implications financières d'achat, de vente ou de stockage dans des conditions de marché fluctuantes. Cette activité offrira aussi sur une base continue ou à la demande un appui technique au dialogue politique national et régional connecté à la politique commerciale des produits de base et aux programmes de stabilisation/subvention des prix. Ces activités se concentreront sur le coton mais éventuellement aussi sur les secteurs du café et du cacao.

*Pays:* Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo. Potentiel: Ghana (Cacao).

*Moyens:* Temps du personnel; consultants internationaux et locaux; dépenses de transport

*Apports des OI:* Collaboration avec le FCPB et la FAO.

### **Activité 5: Etude de marché et dialogue politique pour le coton**

*Contexte:* La Banque Mondiale effectue actuellement une étude comparative des secteurs cotonniers en Afrique dont l'objectif est de tirer des leçons de la modernisation du secteur. Le but est de rassembler et d'évaluer les expériences des régions occidentale et orientale du continent dans le cadre de cette réforme. Il est attendu de l'étude qu'elle restitue une base empirique plus solide en vue d'un processus de dialogue avec les gouvernements et le secteur privé des pays africains portant sur les voies souhaitables et faisables qu'emprunteraient la réforme et le développement des secteurs cotonniers. L'étude est mise en œuvre en trois étapes successives, dont deux sont déjà achevées.

*Objectif:* La dissémination à l'échelle du pays et de la région sera un des principaux objectifs de la phase III de l'étude. Parallèlement à la soumission du rapport final aux diverses autorités nationales ainsi qu'aux organisations économiques régionales (JEMOA, CEDEAO, SADEC) et les partenaires-bailleurs, des ateliers seront organisés dans les pays et les sous-régions pour présenter l'étude, examiner ses conclusions et stimuler les débats autour les programmes de modernisation en cours ou à venir. Les ateliers seront structurés autour de thèmes clés contenus dans le rapport.

*Exécution:* A l'achèvement, cette activité aura eu pour résultat (a) la finalisation, la mise en page et la traduction en français de tout le rapport, ainsi que des documents et du rapport pays sur la qualité et la commercialisation de l'ouate de coton, (b) le partage et la dissémination des résultats auprès des pays clients, des parties prenantes et d'autres agences donatrices, (c) la conduite d'une recherche additionnelle sur des thèmes choisis en complément du travail effectué jusqu'ici.

*Impact:* L'étude vise à obtenir les résultats suivants:

- Offrir quelques idées supplémentaires d'un point de vue politique sur d'éventuelles transitions depuis le monopole local du secteur cotonnier en Côte d'Ivoire vers des pôles de concentration en Afrique Centrale et Occidentale ou ailleurs. Les parties prenantes en Côte d'Ivoire gagneraient aussi à être incluses dans l'étude.
- Evaluer la capacité des différents secteurs à gérer les risques, l'utilisation d'outils commerciaux de limitation des risques ainsi qu'un examen du cadre légal/réglementaire destiné à des transactions en dérivatifs de produits de base et le hedging en devises.

- Scruter les récentes tendances en matière de production, de commerce et de prix du de l'huile de coton sur le marché mondial .
- Analyser les coûts d'achat et l'apparente flexibilité des égreneuses à rouleaux en comparaison avec de nouvelles ou les anciennes égreneuses-scies.
- Comprendre les facteurs autres que ceux relevant de l'organisation du secteur et qui ont une incidence sur la nature du défi représenté par la réglementation, et générer des scénarii sur la manière dont les différents régimes de règlements sont susceptibles d'opérer dans des circonstances variables.
- Identifier, caractériser, quantifier et maîtriser le comportement et la dynamique des aspects économiques à l'échelle de l'exploitant. Ceci sera complété par une étude détaillée du secteur cotonnier en Ouganda qui se penchera sur les problèmes de productivité, les différences entre les régions, les variations de rendement homme-femme, et l'importance du financement des intrants.

*Pays:* Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire.

*Moyens:* Temps du personnel; consultants internationaux et locaux ; dépenses de transport.

*Apports des OI:* L'analyse devrait faire surgir des éléments utiles aux macro-économistes et équipes sectorielles et aux autres institutions donatrices engagées dans le dialogue politique et la conception de programmes liés à la modernisation du secteur cotonnier, ainsi qu'aux instituts de recherche et de formation intéressés par ces problèmes à l'échelle internationale.

## **Activité 6: Formation et enseignement sur la gestion des risques agricoles**

*Contexte:* Au cours des quelques dernières années, la demande pour du matériel didactique standardisé et prêt à l'emploi a grandi avec l'ambition de les utiliser pour renforcer la capacité locale à appuyer les programmes de gestion des risques. Elle provenait à la fois de publics désireux d'avoir une formation conceptuelle et axée sur la politique générale (tels que les officiers gouvernementaux, les instances régulatrices d'assurance, etc) et de ceux qui ont besoin de formation technique axée sur l'opérationnel (tels que les groupements de producteurs, les entreprises agricoles, les banques, les responsables des départements de réassurance, les actuaires etc.).

*Objectif:* Le CRMG de la BM a élaboré une stratégie de renforcement de capacités qui 1) offrira une assistance technique permanente et à la carte aux clients concernés par l'évaluation des risques et l'élaboration de programmes de gestion des risques; 2) concevra du matériel didactique généraliste et spécialisé pour diffusion par le biais de plateformes internet ou par support individuel, 3) disséminera le matériel à travers des partenariats avec l'Institut de la Banque Mondiale et les organisations régionales de formation, 4) apportera un soutien aux organisations externes désireuses d'utiliser le matériel dans le cadre de leur propres programmes de renforcement de capacités. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, les activités 1-4 constitueront une partie du programme de travail de l'AAACP dévolu au CRMG de la BM.

*Exécution:* Ce volet du programme offrira aux parties prenantes d'Afrique de l'Ouest les cours suivants.

« *La gestion des risques agricoles basée sur les marchés* » est un cours d'initiation qui offre aux technocrates des solutions aux questions générales concernant la gestion commerciale des risques et de sa fonction dans les programmes de développement de l'agriculture. Il décrit les problèmes clés intervenant dans la conception de cadres appropriés pour la gestion des risques dans le domaine agricole.

« *La gestion des risques agricoles liés au climat* » est un cours de niveau intermédiaire qui examine les liens entre risque climatique, pertes agricoles, et accès à la finance rurale et pauvreté rurale. Le cours présente les stratégies auxquelles les ménages et les communautés ont recours pour gérer le risque climatique, effectue une comparaison entre les plans d'assurance traditionnels et ceux basés sur les indices, et dresse la liste des pour et des contre dans les deux cas. Les participants prennent connaissance des concepts de base intervenant dans l'élaboration d'un plan d'assurance basé sur les indices climatiques destiné aux ménages paysans dans les pays en développement. Le cours examine également les opportunités et défis que le changement climatique présente en termes de futures assurances basées sur le climat. Il ne sera disponible que dans les pays où une enquête de faisabilité préalable aura démontré que les pré-requis pour des plans de gestion de risques climatiques à partir d'indices sont déjà là.

« *Les fondamentaux des marchés cotonniers, du commerce et de la gestion des risques du coton* » est un cours de niveau intermédiaire qui traite de la fracture entre les connaissances des égreneurs de l'Afrique Centrale et de l'Ouest et les négociants cotonniers internationaux ce qui se traduit par des prix de vente mal négociés pour l'ouate et en conséquence des prix encore plus bas pour les producteurs de graine de coton. Le cours débute par un examen du marché cotonnier et des fondamentaux régissant le négoce et la commercialisation à l'international. Il passe ensuite en

revue les risques auxquels ont à faire face les acteurs du secteur cotonnier et donne des renseignements sur les approches commerciales qui peuvent être utilisées pour gérer et contrôler les risques de façon continue. Celles-ci comprennent les instruments d'analyse du positionnement, de calcul du point d'équilibre, et de l'évaluation au prix du marché. Le cours couvre également les stratégies de couverture physique (tels que les contrats de marché consécutifs et les contrats à prix minimum garanti) ainsi que les stratégies de couverture des capitaux (tels que les opérations à terme et les options), sur le postulat que dans le contexte courant les stratégies de couverture physique sont susceptibles d'être les plus adéquates pour le marché ouest-africain.

« *Elaborer des programmes de gestion des risques climatiques basés sur des indices* » est un cours de niveau supérieur, actuellement en phase de développement, qui est conçu pour le transfert de compétences en matière de conception et de mise en place d'un programme de gestion des risques climatiques basés sur les indices. Le cours offrira un guide pas à pas qui couvrira les préalables au démarrage d'un programme de gestion des risques climatiques, les principaux besoins en matière de données et de compétences requis des étudiants pour être en mesure d'accomplir la tâche, et le matériel technique nécessaire pour effectuer une évaluation du risque climatique et concevoir un contrat de gestion des risques climatiques. De plus le cours équipera les élèves en matériel supplémentaire comprenant de l'information sur la réglementation et les obligations légales et le suivi-évaluation des programmes de gestion des risques climatiques en vue de la mise en œuvre de programme. A l'achèvement du cours, les participants devraient être en mesure de pouvoir construire un programme de gestion des risques climatiques à micro-échelle, mettre en pratique l'expertise spécifique à l'élaboration de contrats de marché pour l'étude du déficit pluviométrique et utiliser les références et ressources pour mettre en œuvre un programme de gestion des risques climatiques. Le public visé en priorité par ce cours sera un individu ou une organisation intéressé à mettre en place un programme d'assurance météo dans les pays où les évaluations préalables ont montré la faisabilité de la chose. Parmi les publics visés dans ces pays citons :

- 1) la direction des groupements de producteurs
- 2) les agribusiness tels que les négociants et les fournisseurs d'intrants
- 3) les banques et les fournisseurs de services financiers
- 4) les compagnies d'assurance
- 5) les bureaux de la météo et les experts en météo agricole
- 6) les ONG et directeurs de projet de bailleur
- 7) les collègues d'agriculture

*Impact:* Cette activité va identifier au niveau du pays et de la région les partenaires qui seraient prêts à héberger les cours de formation sur leurs propres plateformes internet. Le matériel didactique sera transféré vers ces institutions qui en auront la charge en matière de diffusion. Le cours concernant le coton offrira du matériel de formation pratique qui peut être intégré dans des programmes pilotes de formation destinés aux parties prenantes du secteur cotonnier de la région.

*Moyens:* temps du personnel; consultants internationaux et locaux ; dépenses de transport ;

*Pays:* Régional.

*Apports des OI:* Collaboration avec la CNUCED et la FAO. Toutes les OI auront accès aux cours.

## 2.3. REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

### 2.3.1. FAO

#### Activité 1 - Appui au processus d'évaluation de la filière et de formulation de stratégie du CCI

**Objectif:** Préparation des parties prenantes à la conduite d'un diagnostic de fond de la filière et des moyens de subsistance et à la formulation des stratégies appropriées pour développer le secteur des produits de base.

**Produits:** Diagnostics filière, Études du marché local, Participation à des ateliers CCI, Appui à la formulation d'une stratégie proposée par le CCI, Evaluation et validation de la stratégie.

**Résultat:** Des études et contributions d'experts qui viennent alimenter en données essentielles le processus de diagnostic, de formulation, évaluation et validation de stratégie de la filière produit de base qui est mené par le CCI.

**Moyens:** Études de la filière et du marché intérieur menées par les consultants locaux sous la supervision de la FAO. Participation aux ateliers du CCI et validation de stratégie par le personnel FAO et les experts internationaux.

##### *Objectif de l'activité*

Aider dans la préparation des parties prenantes à la conduite d'un diagnostic de fond de la filière et des moyens de subsistance dans une sélection de combinaisons pays/produits-base, en fournissant l'information et l'assistance requises au processus d'évaluation et de formulation de stratégie mené par le CCI. Appui à la formulation et validation de stratégie.

*Résultat attendu:* Résultat 1 (Activités 1.1.1-2, 1.2.2 et 1.3.1-2 dans l' Accord de Contribution de la FAO)

##### *Autres justifications*

Les activités sont nécessaires en tant que contribution au processus d'évaluation de la filière par le CCI afin d'aider à définir les activités spécifiques requises pour renforcer les filières et les groupes cibles.

##### *Indicateurs :*

- Études achevées (filière, études du marché intérieur, analyse de validation)
- Utilisation des études et des connaissances des experts lors du processus d'évaluation de la filière et de la formulation de stratégie
- Participation aux ateliers du CCI (consignée par des compte-rendus de mission)

##### *Exécution et impact attendus:*

- En appui au processus d'évaluation de la filière et de la formulation de stratégie, les produits consisteront en des études de la filière et du marché intérieur portant sur la finalisation de la stratégie coton existante.

Ces études serviront d'information cruciale dans le processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière produit-base.

On s'attend, lors du processus de formulation de stratégie, à ce que les diverses options pour alléger les contraintes bloquant le bon fonctionnement des filières de produits de base soient identifiées. La FAO analysera les options ainsi définies pour aider à les hiérarchiser. Les alternatives d'option seront analysées avec un accent spécial sur les incidences au niveau de la distribution tout au long de la filière de façon à déterminer les coûts et avantages de chacune. Des évaluations de dispositifs institutionnels alternatifs seront également entreprises afin d'appuyer la mise en œuvre de choix stratégiques.

##### *Problèmes transversaux*

Les problèmes transversaux constituent des pistes importantes de recherche dans la méthodologie qui devrait être adoptée. La formulation de stratégies dépendra fondamentalement de considérations qui prennent en ligne de compte les conditions spécifiques pays et régions-secteur donné.

##### *Principales étapes*

- Les études portant sur la filière et marché intérieur doivent être achevées comme imposé par le calendrier des ateliers organisés par le CCI.
- L' évaluation et la validation de la stratégie doivent être achevées dans les deux mois suivants l'atelier 2 du CCI dans les pays respectifs.

La priorité sera de veiller à ce que les informations cruciales obtenues grâce aux études soient disponibles lors du processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière produit de base mené par le CCI .

#### *Collaboration avec les autres OI*

Le travail sera entrepris en appui au processus d'évaluation et de formulation de stratégie de la filière mené par le CCI.

### **Activité 6 - Mise en œuvre des activités identifiées dans le cadre des modèles d'entreprise intégrés**

**Objectif:** Améliorer en Ouganda, au Kenya et en Zambie les liens entre le paysan et l'acheteur tributaires (i) de systèmes coton-maïs et (ii) de produits de l'horticulture de grande valeur et pour les parties prenantes tributaires des systèmes de culture pérenne en Tanzanie

**Produit:** Activités recommandées par les modèles d'entreprise mises en œuvre

**Impact:** La fourniture de produits agricoles par les paysans devient plus fiable et continue et l'approvisionnement auprès des petits exploitants augmente.

**Apport:** Mission de 4 jours \* 4 pays pour 1 membre du personnel de la FAO

#### *Objectif de l'activité*

Améliorer en Ouganda, au Kenya et en Zambie les liens entre le paysan et l'acheteur tributaires (i) de systèmes coton-maïs et (ii) de produits de l'horticulture de grande valeur et pour les parties prenantes tributaires des systèmes de culture pérenne en Tanzanie.

*Résultat attendu* conformément au cadre logique : Résultat 2.2-2.5

#### *Autre justification*

Améliorer les liens de relations commerciales entre le producteur et l'acheteur permettra à ces deux acteurs de participer plus efficacement aux stratégies sectorielles élaborées grâce au processus du CCI.

#### *Indicateurs*

Les activités identifiées au titre de la stratégie modernisée sont mises en œuvre

#### *Exécution et impact attendus:*

L'avantage compétitif et le rôle des petits exploitants et des acheteurs/transformateurs dans la filière sont améliorés. L'approvisionnement auprès des petits exploitants est en hausse.

#### *Problèmes transversaux*

Le coton et cultures pérennes sont exploités et commercialisés principalement par les hommes, alors que la production et la commercialisation de produits de subsistance comme le maïs est principalement l'affaire des femmes. Traiter de la question de création de revenus par le biais de la commercialisation de la gamme de ces cultures contribue à des avancées en matière d'égalité des sexes.

#### *Principales étapes*

- Activités de décembre 2008 à novembre 2009
- Les principales agences exécutrices fourniront les rapports brossant un tableau des activités, de la formation locale et des leçons apprises d'ici décembre 2009

### **Activité 10 - Activités de soutien au titre de l'étude de faisabilité faite en vue de revitaliser l'industrie cotonnière au Kenya**

**Objectif:** Revitaliser l'industrie cotonnière du Kenya

**Produits:** Des coopératives cotonnières consolidées ; Structures d'égrenage et système de commercialisation de la filière cotonnière en opération

**Impact:** Production et commercialisation améliorées de la graine de coton et des produits dérivés du coton

**Apports:** Facilitation des processus et fourniture d'expertise

### Objectifs de l'activité

- a. Élaborer un système efficace de commercialisation de la filière coton (graine de coton et des produits dérivés du coton).
- b. Revitaliser les structures d'égrenage grâce à une plus grande capacité et efficacité de l'égrenage.
- c. Raviver et renforcer les sociétés coopératives cotonnières et autres groupes de produits-base.
- d. Mettre en œuvre les stratégies IPPM requises pour réduire les coûts de production.

Résultat attendu conformément au cadre logique : Résultats 2 (activité 2.4.1)

### Autre justification

Le coton a été identifié au titre de produit de base stratégique dans le cadre de la stratégie pour la relance de l'agriculture (Strategy for Revitalizing Agriculture (SRA)) au Kenya.

A partir des conclusions et des recommandations de l'étude du secteur cotonnier au Kenya faite par la FAO/CODA (Cotton Development Authority) des activités détaillées de suivi seront mises en œuvre au titre de ce projet (Réf.: Kariuki J. et autres, juillet 2008: Rapport final de la FAO).

### Indicateurs

- Processus de hiérarchisation des recommandations effectuées à la suite de l'étude précédente.
- Facilitation des et appui technique aux activités comme décidé par la CODA.

### Exécution et impact attendus:

Le bureau de la FAO au Kenya a suggéré de présenter les résultats et recommandations de l'étude de la FAO/CODA aux principales parties prenantes de l'industrie, les secteurs privé et public. L'autorité en matière de développement cotonnier, la Cotton Development Authority (CODA) a manifesté son vif intérêt pour mettre en œuvre certaines de ses recommandations. Ceci nécessiterait un appui dans le cadre de l'AAACP.

### Problèmes transversaux

Nonobstant le genre, tous les représentants des parties prenantes clés seront engagés dans la mise en œuvre des recommandations que le CODA considère prioritaires.

### Principales étapes

Mise en œuvre des recommandations clés choisies de l'étude précédente achevées d'ici décembre 2009.

Collaboration avec les autres OI : Le travail de facilitation fait en collaboration avec la FAO régionale au Kenya sera entrepris en coopération avec la CODA.

## Activité 12 - Faciliter les relations commerciales entre les producteurs de coton bio et l'industrie de la mode (Tanzanie, Kenya, Ouganda)

Objectif:	Faciliter les relations commerciales entre les producteurs de coton bio et l'industrie de la mode.
Produit:	Rehausser l'aspect diversification du coton organique afin d'élargir le marché de coton de grande valeur au sein de l'industrie de la mode.
Impact:	Plus grande production de coton organique / revenus plus conséquents pour les petits exploitants agricoles
Moyens:	1 consultant FAO en collaboration avec le personnel siège de la FAO afin de produire des rapports d'évaluation et des plans d'action possibles 2 missions du personnel FAO sur le terrain pour avoir de l'information de terrain et des contributions des parties prenantes 1-2 rencontres avec les parties prenantes 2 consultants nationaux pour les évaluations sur le terrain

### Objectif de l'activité

En collaboration avec la CNUCED, la FAO facilitera les relations commerciales entre les producteurs de coton biologique et l'industrie de la mode à partir des expériences existantes et des contributions de parties prenantes. Il en

résultera ainsi une plus grande sensibilisation sur le coton biologique comme culture de diversification et de valeur ajoutée avec pour objectif l'agrandissement de la part du coton biologique dans le marché cotonnier de la région.

*Résultat attendu* selon le cadre logique : Résultat 2

*Autre justification*

Dans d'autres pays africains les liaisons ont déjà été établies et le coton bio gagne en territoire. Il est attendu que le coton diversifié ait un très grand potentiel à l'avenir comme produit agricole à valeur ajoutée parce qu'il séduit les consommateurs qui sont socialement responsables. Renforcer la capacité des paysans à produire du coton bio (avec la certification correspondante), peut éventuellement apporter la capacité à produire d'autres produits-base agricoles bio.

*Indicateurs*

- Études d'évaluation et de faisabilité des possibles liaisons au niveau régional
- Plan d'action pour des projets-pilotes des petits exploitants

*Exécution et impact attendus:*

Une étude complète de l'information/expérience disponible sur ce domaine y compris les études de cas venant d'autres pays africains et des recommandations en matière d'actions requises sera produite d'ici 6 à 8 mois. Le rapport doit être produit en conjonction avec des parties prenantes clés afin de maîtriser totalement la faisabilité des possibles actions du point de vue, à la fois, du producteur et de l'acheteur (paysans petits exploitants, organisations paysannes, agences de certification, exposants de l'industrie de la mode );

*Problèmes transversaux*

Les questions transversales liées à l'environnement constituent le fondement de l'activité puisqu'il s'agit de production de coton bio.

*Principales étapes*

- Etude complète d'ici mars 2009
- Plans d'action provisoires produits d'ici mai 2009

### **Activité 13 - Examen des systèmes semenciers pour les systèmes de production du coton et du manioc**

Objectif:	Des études pour aider à identifier les interventions-clés visant à améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux semences de coton et cultures associées de qualité ainsi que des matériaux de plantation pour le manioc.
Produit:	Études-bilans des systèmes de semences.
Impact:	Formulation des stratégies en matière de semences pour améliorer les principes de fourniture de semences développés pour le coton, les cultures associées et le manioc.
Moyens:	Des études accréditées par des consultants locaux appuyés par la FAO

*Objectif de l'activité*

Etudes-bilans sur les semences pour identifier les contraintes-clés expliquant le faible accès des petits exploitants agricoles aux semences de coton et cultures associées de qualité ainsi que des matériaux de plantation pour le manioc. Les études identifieront également les facteurs de succès qui caractérisent les espèces de semences qui marchent pour la région. Les conclusions des études serviront également de point de départ pour l'élaboration de plans d'action des interventions visant à améliorer les systèmes de fourniture des semences.

*Résultat attendu* conformément au cadre logique : Résultat 2. (Activité 2.5.1)

*Autre justification*

L'atelier d'AOA a nommé le manque d'accès à des semences de qualité comme obstacle majeur à une meilleure productivité des espèces cultivées par les petits exploitants de la région. Le recours aux semences conservées sur l'exploitation est donc monnaie courante. Les résultats des études et les interventions qui en découleront seront en relation avec des activités traitant de l'amélioration des capacités à mettre en œuvre les BPA en vue des synergies requises pour optimiser la productivité.

*Indicateurs* : 3 études-bilans des systèmes pour les semences (une pour chacun des suivants: coton, céréales et légumes et manioc)

*Exécution et impact attendus*:

Lors de l'étude les contraintes et lacunes d'une part et opportunités et facteurs de succès de l'autre seront identifiés et utilisés pour élaborer des stratégies efficaces en matière de systèmes de semences. Ces stratégies clarifieront les rôles des principales parties prenantes de l'industrie des semences (chercheurs, secteur privé, organisations paysannes) dans la production, fourniture et aspects réglementaires des semences et des matériaux de plantation afin de s'assurer de leur haute qualité constante.

*Problèmes transversaux*

Les problèmes transversaux seront pris en compte comme il le faut dans les études comme garanti par l'élaboration des TdR des études.

*Principales étapes* : Les études sur les semences devront être achevées d'ici fin mai 2009

### **Activité 16 - Evaluation des risques et du financement liés à la chaîne d'approvisionnement**

Objectif:	Évaluer les mécanismes de gestion des risques le long des filières, la possibilité de les promouvoir et d'en introduire des différentes.
Produit:	Evaluation de la vulnérabilité aux risques et des contraintes financières et identification de solutions de crédit et/ou de gestion de risques afin d'atténuer ces contraintes. Documents et ateliers de travail.
Impact:	Conseil et implication des parties prenantes et institutions de la filière concernée.
Moyens:	Questionnaire sur les risques et leur gestion le long des filières. Etudes de cas dans divers pays.

*Objectif de l'activité*

Evaluation des mécanismes de gestion des risques formels et informels existants afin de les promouvoir par le biais d'une identification de dispositifs alternatifs de gestion de risques comprenant des produits d'assurance et d'amélioration de l'accès au crédit et du renforcement des liens le long de la filière. L'analyse sera menée dans les pays et sous-secteurs suivants: manioc au Malawi et en Zambie; café à Madagascar; fruits et légumes à Madagascar et au Kenya; et coton au Kenya et en Tanzanie. L'analyse sera basée sur l'administration d'un questionnaire élaboré dans le cadre de l'AAACP.

Résultat attendu conformément au cadre logique : Résultats 3 (Activités 3.2.1 et 3.2.2 dans l'AC de la FAO)

*Indicateurs* : Nombre de questionnaires administrés et information analysée.

*Exécution et impact attendus*:

Étude et diagnostic de la situation présente à partir des réponses au questionnaire et la possibilité d'une proposition pour une activité ou un outil de gestion des risques à élaborer.

*Problèmes transversaux*

Les problèmes transversaux seront pris en compte comme il le faut dans les études comme garanti par l'élaboration des TdR des études.

*Principales étapes* : Evaluation achevée d'ici le milieu de 2009.

*Collaboration avec les autres OI* Le travail s'effectuera en co-opération possible avec le CRMG (Groupe de gestion des risques-produits) de la Banque Mondiale.

### **2.3.2. CCI**

#### **R 1.1 à R1.4 & R2.1.1: Initier la conception des stratégies et planifier leur mise en œuvre**

Un volet de l'atelier de Dar-es-Salaam a été consacré au secteur cotonnier pour les pays producteurs de la région. En liaison avec le CCI, les parties prenantes du secteur cotonnier en COMESA avaient commencé à élaborer une stratégie régionale pour le coton. Lors de l'atelier il fut convenu que les problèmes rencontrés par les producteurs de coton d'Afrique de l'Est et Australe étaient semblables à ceux dont s'occupait le COMESA. L'organisation agréa à une requête pour que des pays d'Afrique de l'Est non-membres du COMESA soient invités à participer à un atelier

régional pour concevoir une stratégie opérationnelle et des plans de mise en œuvre couvrant la totalité des pays d'Afrique de l'Est et Australe de la SADC, COMESA et Tanzanie producteurs de coton.

Une réunion de Consultation & de Validation de Stratégie du COMESA et ACTIF (African Cotton and textiles Industries Federation) – conjointement menée par COMESA, ACTIF, la FAO et le CCI - se tint par la suite du 27 au 28 novembre, 2008 à Johannesburg en Afrique du Sud.

Environ 40 participants représentant les parties prenantes des secteurs privé et public de la plupart des pays COMESA ainsi que du Mozambique et de l'Afrique du Sud ont assisté à la rencontre. L'assemblée est tombée d'accord sur une vision stratégique: "an integrated, competitive and sustainable cotton to clothing supply and value chain" (une chaîne d'approvisionnement et de valeur intégrée, compétitive et pérenne reliant le coton au textile-habillement). Des contributions ont été offertes pour améliorer la stratégie - qui devrait être complétée d'ici la fin de l'année – débouchant ainsi sur un nombre de domaines dans lesquels les OI du Programme ACP peuvent intervenir en vue d'une mise en œuvre s'étalant du début 2009 et ensuite sous le contrôle d'un comité de coordination.

Trois groupes de travail issus des sous-secteurs du coton, du textile et de l'habillement ont fourni des commentaires détaillés et de la remontée d'information sur l'ébauche de stratégie régionale. Le plus grand groupe de travail était celui du coton avec des représentants des groupes de paysans, d'égrèyeurs, de négociants ainsi que du gouvernement et des structures d'appui du gouvernement. Les industries consommatrices de coton de la région étaient aussi représentées.

#### **Activités spécifiques de la stratégie sectorielle du CCI en matière de coton:**

1. Poursuivre l'examen de la collecte d'information de référence et d'analyse sur la chaîne de valeur (CV) qui existe avec le soutien des homologues locaux, des experts BIS de l'UC et les contributions de la FAO, du FCDB et de la CNUCED dans les pays participants.
2. Encadrer les représentants du COMESA et d'ACTIF et appuyer la consolidation des données de référence sur le secteur et les parties prenantes nationales et régionales de la filière produits de base, sur les autres activités de développement relatives au coton, l'identification des lacunes en matière d'assistance technique et les organisations qui pourraient constituer des contreparties dans l'exécution du projet (achevé).
3. Appuyer l'organisation et la co-facilitation d'un atelier régional conjoint COMESA, ACTIF, SADC et Tanzanie UEMOA/CEMAC dans le but de définir une stratégie opérationnelle et des plans de mise en œuvre pour le Coton et le Textile. Contribuer aux dépenses de participation et de préparation à l'atelier des représentants des pays ACP. (entrepris le 28 novembre 2008)
4. Continuer à conseiller les contreparties et les parties prenantes de la filière dans les pays participants en matière de coordination et gestion de la mise en œuvre de la stratégie, et d'activités de projet des OI, par le biais de mécanismes articulés par les parties prenantes du public/privé. Fournir du conseil de suivi si besoin.
5. Appui technique et d'autre nature à la mise sur pied et le fonctionnement d'un comité multipartite de mise en œuvre, revue et suivi des progrès de la stratégie. Le comité a déjà été établi par le COMESA et ACTIF, avec le CCI et la FAO reconnus comme des observateurs qui y contribueront lors de la rencontre régionale du 27 et 28 novembre 2008.

#### **Apports du CCI**

Les activités d'assistance technique consistant en des consultations préparatoires, des diagnostics participatifs et pratiques de la filière, des ateliers pour planifier les actions et formuler les stratégies, l'encadrement et la formation d'homologues locaux et régionaux, enquêtes auprès des parties prenantes et rencontres avec elles tout au long de la filière. Les perspectives commerciales se dessineront à travers l'interaction avec les acheteurs, les organisations à orientation commerciale et les experts en opérations travaillant dans le secteur. Là où il le sera possible, le personnel du CCI, le personnel projet et les experts entreprendront l'exécution avec le concours de spécialistes de la région et d'organisations régionales d'appui. Bien que dans le cadre du Programme ce soit le CCI qui est mandaté pour mener cette activité, les contributions des autres OI et le soutien des gouvernements nationaux dans la réalisation des résultats seront essentielles.

L'appropriation des activités de mise en œuvre par les parties prenantes travaillant ensemble à la conception effective des stratégies et au sein de comités public/privé de haut niveau chargés de la mise en œuvre des stratégies pour chaque secteur, pays ou région. De tels organismes compteront des représentants venant des différents maillons de la filière sectorielle, des OI et des agences gouvernementales impliquées.

## **Résultat 2.5.2: Développement de produit et de marché, renforcement des capacités en matière de soutien commercial**

### **Activités du CCI en matière de mise en œuvre de la stratégie pour le secteur cotonnier à travers la région de l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe.**

La FAO, la CNUCED, la BM et le FCPB se joindront au CCI pour mettre en œuvre les activités choisies en priorité conformément aux plans de mise en œuvre de la stratégie régionale opérationnelle conçue pour le coton au titre du Résultat 1. Certaines de ces activités ont été présentées lors des consultations à niveau régional avec les représentants du secteur et ont été confirmées lors de l'atelier régional COMESA-SADC- Tanzanie-ACTIF en vue de la formulation de la stratégie régionale. Les activités du CCI porteront entre autres sur:

- Le renforcement des capacités en matière de production et de transformation du coton et la co-opération Sud-Sud en liaison avec les pays producteurs de coton tels que la Chine, l'Inde, la Turquie et le Brésil, et, en particulier, les cultivateurs et transformateurs de coton et les manufacturiers du secteur textile.
- Le renforcement de capacités, la lecture des marchés et la promotion du coton à partir de la Coopération Sud-Sud ex. par rapport aux marchés cotonniers dans des pays importateurs de coton tels que le Bangladesh – en attendant confirmation des besoins spécifiques lors de l'atelier régional.
- La consolidation de l' African Cotton Textile Industry Federation (ACTIF) et des associations pour le coton africain (African Cotton Associations) et de leurs activités en Afrique de l' Est.
- D'initier le renforcement de capacités en matière d'expertise du négoce cotonnier sous forme d'une école mobile ("Cotton trading School"), inspirée du guide pratique à l'intention de l'exportation du coton (Cotton Exporter's Guide) préparé par le CCI, et agrémentée de contributions venant d'autres OI concernées aussi bien que des acteurs du marché international et du secteur privé qui avaient participé à la rédaction du guide. La FAO complètera les activités liées à la production cotonnière qui ne seront pas couvertes par le CCI. La capacité commerciale sera ancrée au sein d' une institution existante de la région. Il est prévu de capitaliser sur ces activités et de les élargir à travers un financement additionnel en Phase 2.
- La construction de passerelles avec les activités de renforcement de capacité, lisibilité des marchés et promotion du coton qui ont lieu en Turquie dans le cadre d'un autre Programme du CCI sous financement au titre de la coopération Sud-Sud.

### **Activités du CCI en matière de mise en œuvre de la stratégie pour le secteur cotonnier au Malawi:**

- Le CCI et la FAO mettront en œuvre des activités choisies de la stratégie existante pour le secteur du coton, du textile et de l'habillement au Malawi après consultation avec le groupe d'appui aux opérations liées à la stratégie sectorielle (SSST) sur les priorités actuelles et un examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie. Le CCI se concentrera sur les activités liées au développement du marché et du produit dans le pays en plus des activités effectuées dans le cadre de l'intervention régionale à laquelle participeront les représentants du Malawi. Si la demande en est faite, il se pourrait que le CCI revienne et mette à jour la présente stratégie du Malawi pour le coton.

### **Apports du CCI**

Le CCI envisage de fournir de l'assistance technique destinée à renforcer la compétitivité des entreprises et améliorer la performance sur les nouveaux marchés selon les besoins exprimés par les bénéficiaires dans les stratégies participatives. Il se pourrait que le CCI propose à des groupes d'entreprises et à des organisations sectorielles de soutien au commerce une assistance technique sélective selon les besoins qui ont été exprimés à ce sujet et fournisse des ressources dans certains domaines afin d'améliorer la mise en conformité avec les exigences des acheteurs et des marchés, la conception et élaboration des produits, le rehaussement de la chaîne d'approvisionnement et autres activités. L'expertise et l'information seront assurées par le personnel du CCI, l'équipe et les experts du projet. Là où il le sera possible et là où le savoir nécessaire existe, des experts techniques issus de la région et les organisations régionales d'appui seront impliqués. Des études de marché préparatoires pourraient être entreprises dans le cas de marchés spécifiques visés par les parties prenantes. Les résultats des études de marché pourront être intégrés dans les processus d'élaboration stratégique afin de garantir une approche réactive aux marchés.

Une mission de consultation et une table ronde qui engageront les parties prenantes et les OI participantes et/ou d'autres agences de développement impliqués dans chaque secteur précéderont les activités dans chaque pays. Lors de la table ronde les objectifs et le calendrier des activités précitées seront confirmés, les mécanismes de coordination et de gestion expliqués, les contreparties validées et les points d'intégration avec les autres activités confirmés.

### 2.3.3. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

#### Activité 1: Appui aux stratégies et activités transversales

Objectif de l'intervention de la CNUCED ( Impact CNUCED):

- La CNUCED fournira les éléments des stratégies, portant sur le financement, les systèmes d'information sur les marchés, et les bourses de produits de base, pour la chaîne d'approvisionnement. La chaîne d'approvisionnement choisie comme priorité régionale pour une telle élaboration de stratégie (le coton) sera le premier bénéficiaire de cette activité.
- L'activité financera aussi le personnel travaillant en appui aux activités transversales et les contributions aux activités dans la région.

IOV à contrôler:

- Les éléments de stratégie pour les volets services d'information, finance et bourses de produits de base sont élaborés par la CNUCED et fournis là où nécessaire.
- Les réseaux d'entraide sont mis au courant des diverses recommandations pertinentes (plans et politique, outils, projets, allocation de ressources).

Problèmes transversaux:

- Genre: promouvoir les stratégies soucieuses des aspects liés au genre;
- Gouvernance: déséquilibre réduit dans l'information sur les marchés, une formulation de politique mieux renseignée;

Principales étapes:

- L'analyse des besoins en matière de finance et de bourses de produits de base et la définition de la stratégie sont intégrés comme un apport au sein des stratégies CCI/NCCS pour les produits de base.
- Un appui additionnel est fourni aux organisations régionales et aux réseaux d'entraide en vue de leur mise en œuvre effective dans les plans/politiques.

### 2.3.4. WB-SDN

#### Activité 8: Appui aux exportateurs régionaux et parties prenantes de la filière coton pour améliorer, finaliser et mettre en œuvre une stratégie régionale pour le coton, en rapport avec la mise en œuvre de la stratégie pour le coton au Malawi.

*Contexte:* Le coton représente une des plus importantes cultures d'exportation de la sous-région qui abrite quelques importants exportateurs d'ouate de coton tels que la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, l' Ouganda, et le Mozambique. Le coton est une culture de rendement majeure et la source irremplaçable de revenus pour des milliers de paysans en Afrique Orientale et Australe. Toutefois le coton sub-saharien doit surmonter de graves défis s'il veut rester compétitif dans un marché globalisé et contribuer à la croissance élargie et la réduction de la pauvreté au futur. Les ERC ont pris la tête du mouvement visant à aider les pays producteurs de coton à articuler une stratégie pour regagner en compétitivité sur le marché mondial.

*Objectif:* Cette activité a deux objectifs: (1) l'appui du COMESA, de la SADEC, de la Tanzanie et des organisations régionales de producteurs de coton en vue de concevoir et mettre en œuvre une stratégie coordonnée pour améliorer la compétitivité de leurs secteurs cotonniers, y compris via le renforcement de capacité en matière de production et de transformation du coton et la consolidation des associations de cotonniers africains en Afrique de l' Est; et (2) l'appui à la mise en œuvre de la stratégie pour le secteur cotonnier au Malawi.

*Produit:* Un document stratégique examiné et adopté par les NCCS et les organisations régionales, décrivant les domaines prioritaires en matière d' investissement à l'échelle nationale et sous-régionale.

*Impact:* Les ERC et les organisations régionales de producteurs de coton fournissent un appui efficace aux parties prenantes nationales des filières de produits de base afin d'améliorer la performance de leurs secteurs cotonniers.

*Moyens:* Trois homme/mois d'expertise spécialisée, activités de renforcement de capacité, et ateliers.

*Apports des OI:* CCI, FCPB, CNUCED et FAO

### 2.3.5. WB-CRMG

#### Activité 4: Politique & gestion des risques liés au prix des produits de base

Contexte: Les risques liés au prix affectent les coopératives, négociants, et autres organisations de la chaîne d'approvisionnement agricole. Pour plusieurs organisations même la meilleure prévision en affaires est menacée par la volatilité intra-saisonnière des prix. Ceci a des répercussions non seulement sur la rentabilité du client mais aussi sur l'efficacité de toute la chaîne d'approvisionnement. Cela affecte aussi grandement les établissements de crédit qui sont préoccupés par le fait que la capacité de rembourser les dettes agricoles contractées puisse diminuer en raison de la volatilité des prix. Pour ajouter à cela, les récentes hausses du prix des produits de base et des intrants ainsi que les fluctuations dans le change ont conduit à une flambée dramatique de la demande venant de la région (à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement) pour des conseils et de l'assistance technique en matière d'élaboration et mise en pratique de stratégies de gestion des risques liés aux prix et change.

A travers leurs interventions auprès des clients à niveau meso (banques et négociants en produits de base), les projets de la BM- CRMG ont prouvé qu'il est possible de combler le fossé entre les fournisseurs d'instruments et les organisations engagées dans le commerce des produits de base dans les pays en développement. Les fournisseurs sont prêts à conduire des affaires dans les pays en développement pourvu qu'il y ait un volume d'échanges suffisant et qu'il soit possible de surmonter les exigences de contrôles rigoureux. Toutefois, le travail portant sur la gestion des risques liés au prix a aussi démontré que les défis en matière d'opération et de capacité sont assez insignifiants pour les intermédiaires du niveau meso, en Afrique particulièrement. Étant donné que nombre de ces organisations ont d'autres problèmes opérationnels plus cruciaux, il arrive souvent que la gestion des risques ne soit pas le problème le plus pressant, en particulier lorsque les prix des produits de base sont relativement stables et élevés, comme cela a été le cas ces dernières années.

*Objectif:* Cette activité a pour objectif d'apporter un appui technique pour traiter un large éventail de problèmes qui affectent les politiques autour des produits de base, le développement commercial et la compétitivité des secteurs produits- base en Afrique. Du côté politique, il y a une attente des parties prenantes pour un travail sur les marchés céréaliers, le café, le cacao et le coton. Dans ce domaine, l'assistance technique se focalisera sur le rôle prédominant des intermédiaires commerciaux et sur la mise à disposition d'informations sur les marchés mondiaux ainsi que les techniques commerciales reconnues pour évaluer, quantifier et contrôler de façon continue les risques physiques et financiers des affaires. L'activité comprendra (i) l'assistance technique pour quantifier les risques spécifiques liés aux prix auxquels ont à faire face les gouvernements, les importateurs/distributeurs du secteur privé, et les groupements de producteurs; (ii) l'évaluation de la faisabilité technique, opérationnelle, et commerciale d'atténuation des risques liés aux prix par le biais d'un transfert vers le marché en utilisant des contrats financiers et physiques; (iii) la formation à l'utilisation et l'évaluation de divers produits et stratégies de marché à terme à l'intention des gouvernements et du secteur privé.

*Résultat:* Les bénéficiaires du programme sont les organisations qui désirent élargir leurs connaissances des fondamentaux du marché des produits de base et avoir accès à des outils qui renforceront leur compétitivité tout en réduisant les risques financiers. Ces organisations peuvent comprendre des égreneurs/transformateurs de coton et de café, de grands producteurs, des négociants individuels et des regroupements de producteurs/coopératives. Le programme se déroulera avec une assistance technique dispensée directement auprès des bénéficiaires, dans le but de renforcer la sensibilisation et la capacité de sorte que les pratiques de gestion des risques deviennent partie intégrante de la conduite normale des affaires.

*Impact:* Des méthodologies d'évaluation des risques plus sophistiquées contribuent à aider les groupements de producteurs, les exportateurs, les transformateurs et les banques à prendre de meilleures décisions en affaires. L'objectif ultime est d'aider les organisations à éviter les pertes et améliorer la rentabilité grâce à une meilleure maîtrise des dangers spécifiques et des implications financières d'achat, de vente ou de stockage dans des conditions de marché fluctuantes. Cette activité offrira aussi sur une base continue ou à la demande un appui technique au dialogue politique national et régional connecté à la politique commerciale des produits de base et aux programmes de stabilisation/subvention des prix. Ces activités se concentreront sur le marché des denrées alimentaires et sur les secteurs du coton et du café.

*Pays:* Malawi, Mozambique. *Potentiel:* Tanzanie, Kenya, Éthiopie

*Moyens:* Temps du personnel; consultants internationaux et locaux ; frais de déplacement

*Apports des OI:* Collaboration avec le FCPB et la FAO.

## Activité 5: Étude de marché et dialogue politique pour le coton

*Contexte:* La Banque Mondiale (BM-SDN) effectue actuellement une étude comparative des secteurs cotonniers en Afrique dont l'objectif est de tirer des leçons de la modernisation du secteur. Le but est de rassembler et d'évaluer les expériences des régions occidentale et orientale du continent dans le cadre de cette réforme. Il est attendu de l'étude qu'elle restitue une base empirique plus solide afin de pouvoir dialoguer avec les gouvernements et le secteur privé des pays africains sur les voies souhaitables et faisables qu'emprunteraient la réforme et le développement des secteurs cotonniers. L'étude est mise en œuvre en trois étapes successives, dont deux sont déjà achevées.

*Objectif:* La dissémination à l'échelle du pays et de la région sera un des principaux objectifs de la phase III de l'étude. Parallèlement à la soumission du rapport final aux diverses autorités nationales ainsi qu'aux organisations économiques régionales (JEMOA, CEDEAO, SADEC) et les partenaires-bailleurs, des ateliers seront organisés dans les pays et les sous-régions pour présenter l'étude, examiner ses conclusions et stimuler les débats autour des programmes de modernisation en cours ou à venir. Les ateliers seront structurés autour de thèmes clés contenus dans le rapport.

*Produit:* A l'achèvement, cette activité aura eu pour résultat : (a) la finalisation, la mise en page et la traduction en français de tout le rapport, ainsi que des documents et du rapport pays sur la qualité et la commercialisation de l'ouate de coton, (b) le partage et la dissémination des résultats auprès des pays clients, des parties prenantes et d'autres agences donatrices, (c) la conduite d'une recherche additionnelle sur des thèmes choisis en complément du travail effectué jusqu'ici.

*Impact:* L'étude vise à obtenir les résultats suivants:

- Offrir quelques idées supplémentaires d'un point de vue politique sur d'éventuelles transitions depuis le monopole local du secteur cotonnier en Côte d'Ivoire vers des pôles de concentration en Afrique Centrale et Occidentale ou ailleurs. Les parties prenantes en Côte d'Ivoire gagneraient aussi à être incluses dans l'étude.
- Évaluer la capacité des différents secteurs à gérer les risques, l'utilisation d'outils commerciaux d'atténuation des risques ainsi qu'un examen du cadre légal/réglementaire destiné à des transactions en dérivatifs de produits de base et le hedging des devises.
- Passer en revue les récentes tendances en matière de production, de commerce et de prix du de l'huile de coton sur le marché mondial.
- Analyser les coûts d'achat et l'apparente flexibilité des égreneuses à rouleaux en comparaison avec de nouvelles ou les anciennes égreneuses-scies.
- Comprendre les facteurs autres que ceux relevant de l'organisation du secteur et qui ont une incidence sur la nature du défi représenté par la réglementation, et générer des scénarii sur la manière dont les différents régimes réglementaires sont susceptibles d'opérer dans différentes circonstances.
- Identifier, caractériser, quantifier et maîtriser le comportement et la dynamique des aspects économiques à l'échelle de l'exploitant. Ceci sera complété par une étude détaillée du secteur cotonnier en Ouganda qui se penchera sur les problèmes de productivité, les différences entre les régions, les variations de rendement homme-femme, et l'importance du financement des intrants.

*Pays:* Tanzanie, Ouganda, Zambie, Mozambique, Malawi, Zimbabwe.

*Moyens:* Temps du personnel; consultants internationaux et locaux ; frais de déplacement

*Apports des OI:* L'analyse devrait faire surgir des éléments utiles aux macro-économistes et équipes sectorielles et aux autres institutions donatrices engagées dans le dialogue politique et la conception de programmes liés à la modernisation du secteur cotonnier, ainsi qu'aux instituts de recherche et de formation intéressés par ces problèmes à l'échelle internationale.

## Activité 6: Education de base initiale sur la gestion des risques agricoles

*Contexte:* Au cours des quelques dernières années, la demande pour du matériel didactique standardisé et prêt à l'emploi a grandi avec l'ambition de les utiliser pour renforcer la capacité locale à appuyer les programmes de gestion des risques. Elle provenait à la fois de publics désireux d'avoir une formation conceptuelle et axée sur la politique générale (tels que les officiers gouvernementaux, les instances régulatrices d'assurance, etc) et de ceux qui ont besoin de formation technique axée sur l'opérationnel (tels que les groupements de producteurs, les agribusiness, les banques, les responsables des départements de réassurance, les actuaires etc.).

*Objectif:* Par rapport à la disponibilité du matériel éducatif, la BM-CRMG a déjà élaboré ou produit actuellement du matériel didactique généraliste et spécialisé qui peut être dispensé via des plateformes internet ou par un individu. Elle disséminera le matériel à travers des partenariats avec l' Institut de la Banque Mondiale et les organisations régionales de formation, ainsi qu'avec des organisations externes désireuses d'utiliser le matériel dans le cadre de leur propres programmes de renforcement de capacités. Dans le cas de l'Afrique de l' Est et Afrique Australe, ces activités constitueront une partie du programme de travail incombant à la BM-CRMG dans le cadre de l' AAACP.

*Résultat:* Ce volet du programme offrira aux parties prenantes de l'Afrique de l'Est et Afrique Australe les cours suivants:

« *La gestion des risques basée sur les marchés dans le secteur agricole* » est un cours d'initiation qui offre aux technocrates des solutions aux questions générales concernant la gestion commerciale des risques et de sa fonction dans les programmes de développement de l'agriculture. Il décrit les problèmes clés intervenant dans la conception de cadres appropriés pour la gestion des risques dans le domaine agricole.

« *Gestion des risques climatiques dans le secteur agricole* » est un cours de niveau intermédiaire qui examine les liens entre risque climatique, pertes agricoles, et l'accès à la finance rurale et la pauvreté rurale. Le cours présente les stratégies auxquelles les ménages et les communautés ont recours pour gérer le risque climatique, effectue une comparaison entre les plans d'assurance traditionnels et ceux basés sur les indices, et dresse la liste des pour et des contre dans les deux cas. Les participants prennent connaissance des concepts de base intervenant dans l'élaboration d'un plan d'assurance basé sur les indices climatiques à destination des ménages paysans dans les pays en développement. Le cours examine également les opportunités et défis que le changement climatique présente en termes d'avenir pour les assurances basées sur le climat. Il ne sera disponible que dans les pays où une enquête de faisabilité préalable aura démontré que les pré-requis pour des plans de gestion de risques climatiques à partir d'indices sont déjà là.

« *Fondamentaux des marchés cotonniers, du commerce et de la gestion des risques du coton* » est un cours de niveau intermédiaire qui offre une information sur les concepts et outils qui sont importants pour comprendre le risque associé aux produits de base dans les pays en développement. Le cours passe en revue le rôle des risques associés aux produits de base dans la performance de l'entreprise et le développement économique. Les participants prennent connaissance des définitions de base pour les opérations à terme et les contrats d'option et du rôle des bourses d'échanges des produits de base dans la commercialisation et le négoce. Le cours examine également les limites des instruments commerciaux de hedging des prix.

« *Élaborer des programmes de gestion paramétrique des risques climatiques* » est un cours de niveau supérieur (actuellement en phase de développement) qui cible les praticiens engagés dans le secteur. Il est conçu pour le transfert de compétences techniques en matière de conception et de mise en place d'un programme de gestion des risques climatiques basés sur les indices. Le cours offrira un guide pas à pas qui couvrira les préalables au démarrage d'un programme de gestion des risques climatiques, les principaux besoins en matière de données et de compétences requis des étudiants pour être en mesure d'accomplir la tâche, et le matériel technique nécessaire pour effectuer une évaluation du risque climatique et concevoir un contrat de gestion des risques climatiques. De plus le cours équipera les élèves en matériel supplémentaire comprenant de l'information sur la réglementation et les obligations légales et le suivi-évaluation des programmes de gestion des risques climatiques en vue de la mise en œuvre de programme. A l'achèvement du cours, les participants devraient être en mesure de pouvoir construire un programme de gestion des risques climatiques à micro-échelle, de mettre en pratique l'expertise spécifique à l'élaboration de contrats de marché pour l'étude du déficit pluviométrique et d'utiliser les références et ressources pour mettre en œuvre un programme de gestion des risques climatiques. Le public visé en priorité par ce cours sera un individu ou une organisation intéressée à mettre en place un programme d'assurance météo dans les pays où les évaluations préalables ont démontré la faisabilité de la chose. Parmi les publics visés dans ces pays citons :

- 1) La direction des groupements de producteurs
- 2) Les entreprises agricoles telles que les négociants et les fournisseurs d'intrants
- 3) Les banques et les fournisseurs de services financiers
- 4) Les compagnies d'assurance
- 5) Les bureaux de la météo et les experts en agro-météorologie
- 6) Les ONG et directeurs de projet de bailleur
- 7) Les collègues d'agriculture

*Impact:* Cette activité va compléter la conception et aussi l' adaptation des cours au contexte de l'Afrique de l' Est et Afrique Australe. Elle identifiera au niveau du pays et/ou de la région les partenaires qui seraient prêts à héberger les cours de formation sur leurs propres plateformes internet. Le matériel didactique sera transféré vers ces institutions qui en auront la charge en matière de diffusion à niveau local. Le cours concernant le coton offrira du matériel de

formation pratique qui peut être intégré dans des programmes pilotes de formation destinés aux parties prenantes du secteur cotonnier de la région.

*Moyens:* Temps du personnel; coûts des formateurs internationaux et locaux ; frais d'administration de programmes de formation à distance via l'internet

*Pays:* Régional.

*Apports des OI:* Possible collaboration avec la CNUCED et la FAO. En plus, toutes les OI auront accès aux cours.

### 2.3.6. Fonds Commun pour les Produits de base (Common Fund for Commodities - CFC)

#### Projet No (CFC/ICAC/33) – Standardisation commerciale de l'instrumentation des tests de qualité sur le coton pour les pays producteurs de coton en Afrique<sup>3</sup>

##### Contexte

La proposition de projet fait suite à une étude intitulée « Préparation pour la standardisation commerciale de l'instrumentation des tests de qualité sur le coton pour les pays producteurs de coton en Afrique » (CFC/ICAC/31FT), qui a été appuyée par le CFC sur la base d'une recommandation émanant du comité consultatif en sa 36<sup>ème</sup> séance de juillet 2005.

##### Objectif

Le projet vise à introduire un système global de commercialisation du coton sur la base de descriptions de qualité testée de manière instrumentale d'une manière qui soit acceptée par le commerce et qui permette aux pays africains producteurs de coton de participer pleinement à un tel système global. Le but de ce projet est donc d'assister les pays producteurs de coton, et plus spécifiquement les pays les moins développés, à répondre aux demandes en terme d'évaluation standard de la qualité sur le marché cotonnier à l'échelle globale, de manière à renforcer leur position compétitive au niveau mondial. L'étude initiale a permis entre autres de faciliter une évaluation prudente des institutions et pays qui soient les mieux placés pour servir comme centre technique régional, et qui en tant que tels seront les institutions de référence pour fournir un appui de haut niveau aux laboratoires de test sur le coton établis au niveau national.

##### Description des composantes du projet

Le projet a quatre composantes techniques, se focalisant sur des activités globales et spécifiques à l'Afrique. Il faut rajouter à cela trois composantes générales, qui sont relatives à la dissémination, la gestion et le suivi/supervision de projet. Un résumé du contenu et des principales activités de chacune de ces composantes est donnée ci-après. La description détaillée des activités du projet, y compris les modalités opérationnelles et les tableaux financiers détaillés, peuvent être fournies sur demande. Un calendrier estimatif de mise en œuvre est fourni en annexe I.

Composante A: configuration globale du système de test pour le coton

Composante B: Evaluation des laboratoires de test pour le coton

Composante C: Appui aux pays africains producteurs de coton pour répondre aux exigences requises en matière de qualité des tests

Composante D: développements techniques pour améliorer la fiabilité des tests instrumentaux (ceci concerne principalement le continent africain)

Composante E: Evaluation technique et dissémination

##### Activités

###### Composante A:

- A.1. Définition des règles pour une coopération internationale;
- A.2. Définition des méthodes de test;
- A.3. Mise en œuvre des règles de test;

<sup>3</sup> Ce projet a été signé entre le CFC et l'UE avant l'organisation des ateliers régionaux de consultation

- A.4. Fourniture du matériel standard de calibration;
- A.5. Activités de la "Task Force" pour une approbation des conclusions du projet au niveau international

#### Composante B:

- B.1. Préparation d'une classification basée sur un système d'essai international;
- B.2. Approbation internationale de la certification du laboratoire de test pour le coton;
- B.3. Travail périodique pour le contrôle de laboratoire international

#### Composante C:

- C.1. Préparation/installation du système de support africain
- C.2. Fonctionnement du système de support africain

#### Composante D:

- D.1. Evaluation des actions techniques nécessaires à l'amélioration du système de test standard
- D.2. Développement d'un cahier de charges pour un système d'alimentation électrique intégrée pour laboratoires
- D.3. Développement d'un cahier de charges et de plans pour un système de contrôle de température simple et efficace
- D.4. Développement d'un système de contrôle d'humidité
- D.5. Evaluation de la variabilité du coton

#### Composante E:

- E.1. Evaluation de l'impact du système de standardisation de test sur le coton;
- E.2. Transfert/dissémination de l'expérience acquise aux autres régions;
  - E.2.1. Séminaire final et conclusions;
  - E.2.2. Préparation des rapports finaux.

### **Bénéfices et bénéficiaires**

Le projet vise deux niveaux de bénéficiaires. Le premier groupe (au premier degré) comprend les pays producteurs de coton, alors que le second se trouve plus au niveau des producteurs eux-mêmes. Les bénéfices que ces derniers pourront tirer, de même que ceux impliqués dans la chaîne de production et de transformation, ne seront atteints que sur un terme relativement long. De plus, leurs bénéfices seront dépendants de l'efficacité avec laquelle les gains de prix atteints au niveau macro pourront être répercutés aux niveaux inférieurs.

### **Coûts du projet et financement**

Le coût total du projet est évalué à un montant de 7.9 millions USD. Le CFC fournira 5 millions USD sous la forme de don, dont 2 millions USD proviennent des fonds propres, et 3 millions du programme tous ACP. Le solde d'environ 2.9 sera fourni par un nombre de partenaires impliqués dans le projet.

### **Durée du projet**

Quatre ans